l'Anticapitaliste

n°235 | 27 mars 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ **www.NPA2009.org**

Sanction du PS, montée du FN

VITE UNE RIPOSTE DE GAUCHE!

12 AVRIL

M 04249 - 235 - F: 1,20 €

Dossier

Des listes anticapitalistes aux municipales

Pages 6 et 7

ÉDITO
Interluttants du spectacle
Page 2

PREMIER PLAN
L'UMP engluée dans les affaires
Page 3

ACTU INTERNATIONALE
Syrie: l'indispensable solidarité Page 5

LIBRE EXPRESSION
Le 12 avril en marche
Page 12

édito

Par **OLIVIER NEUVEUX**

Interluttants du spectacle

Dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 mars, aux termes d'une parodie de négociations, le Medef, la CFDT et FO concluaient un accord. L'annonce était attendue : qu'allait-il advenir du régime spécifique (annexes 8 et 10) d'assurance chômage des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel que le Medef voulait supprimer ? Depuis quelques semaines, la mobilisation, riche des acquis de la grève de 2003, gagnait en nombre et en radicalité. La propagande médiatique fit son travail : les annexes étaient supposément sauvées, le Medef avait renoncé ! La ministre de la Culture se félicitait, etc. Circulez, plus rien à voir, on y reviendrait certes plus tard, mais pour l'heure : victoire !
Et pourtant, l'accord signé est inacceptable. Il entérine et accroît les inégalités de celui, dévastateur, de 2003, s'attaquant aux plus fragiles et aux plus précaires. Ainsi, les intérimaires (annexe 4) en seront les plus immédiates victimes. Ainsi l'application de la franchise (ou carence) pour les petits et moyens salaires, l'augmentation des cotisation des intermittents témoignent sans fard de qui est visé et qui est épargné. À la marge, des mesures tentent de faire croire que l'accord est progressiste : on connaît la chanson qui, sous couvert de victoires sociales, entérine les pires régressions.
La riposte a été immédiate : convocations d'AG, occupation du Carreau du Temple à Paris évacué de façon brutale, etc. À la télévision, dimanche soir, devant les images de la violente expulsion d'intermittents et de précaires du siège d'Anne Hidalgo, le sénateur PS Assouline les dénonçait comme des « provocateurs »… Tout était dit en quelques mots, démasquant la prétendue solidarité du gouvernement avec les intermittents : ici encore et comme partout, le PS soutient en fait et quoi qu'il en dise la guerre sociale que mène le patronat.
Patrons et gouvernement, aidés par certains syndicats, pensaient éteindre l'incendie. Rien n'est moins sûr, cependant : leur cynisme et leur brutalité produisent colère et détermination. Les dernières semaines furent riches en convergences (chômeurs et précaires) et confiance retrouvées. Une épreuve de force exemplaire s'engage : elle unit artistes et techniciens, chômeurs et précaires, créateurs et publics contre la logique destructrice des intérêts du Medef.

BIEN DIT

Les hommages rendus au général Bigeard au moment de son décès reflètent l'état des rapports de la France à son histoire en ce qui concerne l'Algérie. […] Lorsque Bigeard agissait à Alger, il le faisait sous les ordres d'un gouvernement dont un certain François Mitterrand était ministre de la Justice. Un ministre de la Justice qui fit procéder aux premières exécutions capitales de combattants algériens, en juin 1956, et, parmi bien d'autres, à celle de Fernand Iveton. Autrement dit, ce qu'on appelle la gauche française a, également, un lourd passif dans son rapport à l'Algérie.

JEAN-LUC EINAUDI, historien, auteur de nombreux ouvrages sur l'Algérie dont *La Bataille de Paris, 17 octobre 1961*, décédé samedi 22 mars.

À la Une

Vite une riposte de gauche !

Le premier tour des élections municipales est marqué par une abstention record, le rejet massif du gouvernement, et une poussée du FN. Autant d'indicateurs significatifs d'une crise profonde.

Paris le 18 mars. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

C'est une victoire historique… pour l'abstention. Celle-ci est passée de 30 % en 1995 à 38,62 % en 2014, ce qui est beaucoup pour une élection qui mobilise traditionnellement les électeurs. Cette abstention massive n'est pas homogène, et touche davantage les milieux populaires : elle s'élève à 62 % par exemple à Roubaix ou Vaulx-en-Velin.
Elle entérine la rupture radicale entre une partie des citoyens et le pouvoir à tous les niveaux. C'est un ressentiment profond contre des institutions qui n'apportent pas de réponses aux problèmes concrets de la majorité de la population (emploi, logement, égalité des droits, qualité de vie…). Cela traduit l'opinion de toutes celles et ceux qui n'espèrent plus aucune amélioration de leur situation dans le fait de voter à droite ou à gauche. Affaires sordides, magouilles, mensonges ont fait le reste et beaucoup d'électeurs ne veulent plus participer à cette mascarade de démocratie. L'électorat de gauche, particulièrement déçu, est celui qui a le plus boycotté cette élection.

Défaite cuisante du gouvernement

Le NPA expliquait dans cette campagne que les questions locales et nationales étaient liées parce que les décisions gouvernementales de réduire les dotations aux communes, de supprimer des services publics, de désengager l'État de politiques dont il a la responsabilité, l'Éducation nationale par exemple, pèsent lourdement sur les habitants. La défiance vis-à-vis de ce gouvernement socialiste qui fait une politique de droite a été totale.
Au soir du premier tour, c'est cela que traduisent les résultats : 6 élus pour la gauche au gouvernement contre 16 pour la droite et un pour le FN ! Un effondrement politique du PS qui recule de 5 à 20 points selon les villes.
Le dégoût de la politique s'exprime aussi dans les bons résultats, non seulement dans les petites communes, mais aussi dans des villes moyennes, des listes sans étiquette. Elles jouent parfois un rôle important d'arbitre pour le deuxième tour. Elles semblent indiquer que pour les électeurs, il faut mieux choisir des gestionnaires qui paraissent honnêtes et qui n'affichent pas d'ambitions autres que celles de la « bonne gouvernance » de leur commune. C'est l'idée même de politique qui recule !
Dans la très grande majorité des grandes villes, le PS est en ballottage même là où sa liste était passée au premier tour en 2008, ou bien arrive même en troisième position derrière le Front national, comme à Marseille par exemple.

Poussée dangereuse du FN

Sa stratégie d'implantation a été payante : il est passé de 118 listes en 2008 à 597 en 2014. Dès le premier tour, il est arrivé en tête dans 7 villes et peut déjà se vanter d'avoir gagné 473 élus dans les conseils municipaux, cela dès le premier tour.
Il crée ainsi des bastions dans le Nord, un peu dans l'Est et dans le Sud-Est, dans les villes et quartiers dans lesquels les habitants sont particulièrement maltraités par la crise sociale et le désespoir politique. Il prend la ville de Hénin-Beaumont, et à Lille il améliore son score de 11 %.
Surfant sur le rejet par les habitantEs des affaires de corruption qui touchent autant le PS que l'UMP, il se veut aujourd'hui un parti respectable, proche des habitantEs, capable et efficace dans les réponses aux besoins des populations. Sa réussite se construit sur les défaites des partis institutionnels et aucun front républicain n'empêchera celle-ci.

Et maintenant reprendre la rue !

Le NPA était présent sur 87 listes, dont 54 de façon unitaire, avec différents partis (parfois le PG, le PC, les Alternatifs, Ensemble, le MOC, des associations locales…). Dans tous les cas, ces listes ont regroupé bien plus que les militantEs encartés. Si nous n'avons pas pu capter le mécontentement populaire, nous étions bien présents : pour proposer une alternative politique clairement anticapitaliste, pour construire une opposition de gauche à ce gouvernement, pour faire entendre un discours clairement opposé au Front national, à la droite et à cette « gauche » de gouvernement qui n'a de gauche que le nom.
Ce combat pour une autre société débarrassée du profit, au service du plus grand nombre, ne sera gagné que par nos luttes et nos mobilisations. Pour cela, il faut reprendre la rue, coordonner nos luttes, unir toutes celles et ceux qui entrent en résistance. C'est le sens que nous voulons donner à l'initiative unitaire du 12 avril : « Maintenant, ça suffit ! »
Roseline Vachetta

UKRAINE

Quelle autodétermination ?

Une pro-Russe à Sébastopol dimanche 16 mars. DR

Derrière leurs gesticulations, l'embarras des puissances occidentales est visible. Et, en dépit d'un référendum acquis d'avance en Crimée, l'Ukraine peut rester unie, mais à quelles conditions ?

Ni l'UE, ni la Russie d'aujourd'hui ne sont celles des années 1990, pas plus que l'Ukraine n'est l'ancienne Yougoslavie, même s'il faut prendre au sérieux les risques d'explosion. Si le pays éclatait, les régions proches de l'UE, contrairement à la Slovénie et à la Croatie, seraient les plus pauvres : les parties russophones de l'Est, plus industrielles, ont un revenu par habitant de l'ordre du double des parties occidentales[1]. Vouloir des liens avec la Russie ne fait pas du régime de Poutine un pôle d'attraction, pas plus que vouloir des liens avec l'UE n'implique un soutien à des réformes économiques destructrices. Autre chose est l'accord politique assouplissant les visas qui vient d'être signé. Les aspirations de Maïdan à de tels liens, et pour un État de droit, étaient largement partagées.

Un monde à changer

VALEURS DU SPORT. «Désintéressement» ou «effort» sont sans doute les mots qui reviennent le plus souvent dans le discours des instances officielles sportives. La Coupe du monde de football de 2022 au Qatar apporte jour après jour des éléments pour les démentir.
La situation des travailleurs immigrés sur les énormes chantiers a déjà fait l'objet de multiples dénonciations. Joseph Blatter, le président de la Fédération internationale de football (FIFA), a reconnu vendredi 21 mars lors d'une conférence de presse : *«Nous avons une part de responsabilité mais nous ne pouvons faire preuve d'ingérence dans les droits des travailleurs»*... Comme si la FIFA n'avait aucun moyen de pression sur le Qatar et les entreprises sous-traitantes !
Blatter a refusé de répondre à des questions sur la corruption. On vient en effet d'apprendre que l'ancien vice-président de la FIFA durant 14 ans, Jack Warner, aurait reçu en 2011, près de 1,2 million de dollars de la part d'une société gérée par un ancien fonctionnaire du football qatari, quelque temps seulement après l'attribution de l'organisation de la Coupe du monde 2022 au Qatar. 750 000 dollars auraient également été versés à ses fils, et 400 000 à un de ses employés. Soit un montant total de 2,35 millions de dollars.
Les soupçons de corruption autour de la Coupe du monde 2022 sont relancés. Auparavant des rumeurs avaient couru sur des achats de vote de membres du comité exécutif... Cela dit, la FIFA se porte bien : ses profits crèvent le plafond. Elle a enregistré des revenus de 1,386 milliard de dollars en 2013. Ce sont les plus hauts revenus jamais annoncés par l'instance dirigeante du ballon rond. La FIFA est ainsi parvenue à augmenter ses réserves portées à 1,432 milliard de trésorerie...

Le chiffre

1 400

C'est environ le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui meurent chaque jour de causes liées à l'absence d'eau salubre, d'assainissement et d'hygiène. Selon les estimations de l'Unicef et de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), 768 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, ce qui entraîne chaque année la maladie ou la mort de centaines de milliers d'enfants.

UMP

Engluée dans les affaires

À la lecture de la tribune de Sarkozy dans le Figaro, on ressent quelque chose de désespéré dans cette énième écran de fumée qui cache de plus en plus mal les scandales bien réels qui éclaboussent l'ensemble de la droite.

Depuis des mois maintenant, les affaires submergent les principaux protagonistes de la Sarkozie à un rythme effréné... La dernière en date, la perquisition le 18 mars du domicile de Michèle Alliot-Marie, soupçonnée de blanchiment d'argent après des mouvements de fonds suspects dont MAM serait une des bénéficiaires, via un hôtel de luxe de la côte basque... Hortefeux, sur écoute téléphonique, dans l'affaire des financements libyens de la campagne présidentielle de Sarkozy, reçoit les conseils du patron de la police judiciaire parisienne qui lui explique en détail comment se «préparer» à une audition par les juges. Dans la même affaire, Claude Guéant : 500 000 euros arrivent de l'étranger sur un de ses comptes, soi-disant pour la vente de deux tableaux, toujours introuvables. Buisson, adepte des enregistrements clandestins mais également de sondages bidon à coups de millions d'euros (pour sa société) payés par l'Élysée, c'est-à-dire par nous ! Copé et la surfacturation de prestations lors des présidentielles au profit de ses copains...
Ce sont pratiquement toutes les grandes figures de la droite qui y passent : Woerth, affaire Bettencourt et Hippodrome; Dassault, pratiques mafieuses pour gagner les élections; Tapie, cadeau de 450 millions d'euros et Lagarde complice ? Enfin, des personnages «secondaires» comme Bernard Squarcini avec ses «fadettes», Philippe Courroye, Nicolas Bazire, Thierry Gaubert... Les détails de toutes ces affaires, plus inimaginables les unes que les autres, donnent le vertige...

«Allo ici Paul Bismuth.» DR

Et ce n'est pas fini...

Ayant échappé de justesse à l'affaire Bettencourt grâce à un «non lieu», Sarkozy espère s'en sortir aussi dans l'affaire Karachi mais craint surtout une condamnation dans l'affaire des financements libyens qui pourrait mettre fin à tous ses espoirs d'un retour.
D'après *Mediapart*, les témoignages sur cette affaire sont accablants pour l'ex-président. La seule plainte de Sarkozy (pour usage de faux) a été un fiasco. Le principal témoin présenté par Sarkozy, Jomode Getty, s'avère être un bandit mythomane qui s'était porté candidat à la reprise de Petroplus, à coup de 450 millions d'euros, alors que sans le sou, il était inscrit au RSA !
Pour transformer les 50 millions d'euros de Khadafi en moyens et matériel «propres» et utilisables pour une campagne électorale, certains parlent de comptes offshore, de paradis fiscaux, de jets privés qui atterrissent loin des regards à l'aéroport du Bourget...
Fiction ? Imagination des journalistes ? Alors que penser des 500 000 euros de Guéant ? Que penser de Boris Boillon, ancien conseiller diplomatique de Sarkozy et ex-ambassadeur en Tunisie, arrêté en juillet dernier à la gare du Nord avec 300 000 euros en liquide dans ses valises ? Et les millions brassés par l'intermédiaire pour contrats en tout genre et personnage sulfureux, Ziad Takiedinne ?
Aujourd'hui Sarkozy se présente comme victime mais il n'est pas sûr que son baratin sur les *«droits de l'homme bafoués»* ou sur la Stasi convainque au-delà des fidèles. Le PS se distingue de moins en moins de la droite, par sa politique gouvernementale et ses mœurs, comme l'ont montré les affaires Cahuzac, Guérini et autres... La colère et les résistances contre ce système pourri sont loin d'avoir disparu, mais il manque la confiance en notre force, en notre capacité d'agir ensemble et de gagner. Un 12 avril réussi peut être un moment où on commence à la retrouver.

Ross Harrold

Agenda

Vendredi 28 mars, réunion publique sur la situation en Egypte, Paris. À 19 h à la Bourse du travail, 4 rue du Château-d'Eau.

Samedi 29 mars, fête de soutien aux postiers du 92, Paris. À partir de 20 h, au local de SUD-Rail Paris Saint-Lazare, 190 bis avenue de Clichy (métro Porte de Clichy).

Mardi 1er avril, rencontre de La Brèche, Paris. *Le sabre et la machette, officiers français et génocide tutsi* avec l'auteur François Graner, à 18 h à la librairie La Brèche.

Mardi 8 avril, société Louise-Michel, Paris. *La vraie histoire de la Première Internationale*, avec Michel Cordillot, professeur émérite de civilisation américaine à l'université Paris VIII, à 19 heures au Lieu-dit, 6 rue Sorbier (Métro Ménilmontant ou Gambetta).

NO COMMENT

Je vais déposer une proposition de loi (...) pour supprimer tout lien de dépendance qui pourrait peser sur l'impartialité des juges (...) Je proposerai d'abord d'interdire l'appartenance syndicale en renouant avec l'esprit originel des magistrats, qui date de 1958.

Éric Ciotti, député UMP des Alpes-Maritimes, dans une interview au *JDD* le dimanche 23 mars.

Sanctions et «crise du gaz» ?

Une guerre des sanctions venant de Russie et de l'Occident serait explosive pour l'Ukraine, de même que son intégration à un «bloc» contre l'autre. Le projet de «Partenariat oriental» proposé par l'UE à six pays limitrophes est aberrant, à la fois dans son contenu de libéralisation destructrice et parce qu'en contradiction avec des liens économiques avec la Russie : il divise la Moldavie et a été à la racine de la crise ukrainienne de novembre[2].
Une nouvelle «crise du gaz», comme celle de 2006 entre la Russie et l'Ukraine, serait un désastre, pour l'Ukraine et pour beaucoup d'autres pays. Compte tenu des besoins et de l'épuisement d'autres gisements, la dépendance de l'UE au gaz russe devrait passer de près de 50 % à 70 % d'ici 30 ans. Écrasante pour les anciens membres ou partenaires de l'URSS, elle est de 65 % en Autriche, 37 % en Allemagne et en Italie, des pays qui ont cherché des accords directs avec Moscou. La Commission européenne prônait plutôt de s'émanciper du gaz russe via le projet Nabucco. Mais essuyant plusieurs revers et trop coûteux, celui-ci a été abandonné en juin 2013.
La Russie reste donc le premier fournisseur de gaz naturel de l'UE qui transite à 80 % par l'Ukraine. Mais l'UE est ce faisant aussi une ressource majeure et un partenaire commercial important pour la Russie. L'Ukraine est donc un lien entre les deux.

Divisions : fragilité ou atout ?

On ne peut assimiler les régions russophones de l'Ukraine à la Crimée, ce «cadeau», alors anodin, de Khrouchtchev en 1954. Lors du référendum de 1991, alors que même les régions de l'Est russophone votaient à plus de 80 % pour l'indépendance, seuls quelque 30 % de la population de Crimée votaient «oui», et il fallut l'octroi d'une radicale autonomie en 1993 pour empêcher une logique de sécession. Les 12 % de Tatars de Crimée qui ont appelé à boycotter le récent référendum – comme les Albanais de Macédoine ou les Serbes de Croatie avaient boycotté les référendums d'indépendance de ces républiques – se trouvent à leur tour en position charnière pour négocier des droits sociaux et nationaux, côté russe et ukrainien.
On peut et doit chercher à transformer ces conflits en atouts et dépasser au plus vite les incertitudes constitutionnelles et politiques qui sont sources de manipulations explosives : l'actuel «gouvernement d'union», même s'il comporte une part de légitimité, est une déformation aussi bien du poids réel de l'extrême droite dans le pays, que des autres partis et des aspirations de Maïdan. L'élection présidentielle ne permettra pas non plus une représentation du pays tout entier ni des choix pluriels possibles.
Il faut donc une procédure démocratique permettant aux populations de tout le territoire de s'exprimer sur les programmes proposés, mais aussi pour que toute la clarté soit faite sur la centaine de morts de cette grave crise. Une commission d'enquête ad hoc, sous contrôle populaire et international pluraliste, devrait permettre que les responsables répondent de leurs actes devant la justice. Parallèlement, une assemblée constituante représentative de tout le pays devrait être convoquée.
Les populations de Crimée, quelles aient participé ou pas au récent référendum, ne pourraient-elles pas alors y prendre part ?

Catherine Samary

1– http://russeurope.hypotheses.org
2– http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30944

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

n°235 | 27 mars 2014 | l'Anticapitaliste

RÉPRESSION

La France complice de la dictature en Égypte ?

« Nous nous sommes rebellés contre le régime de Mohamed Morsi, et la volonté populaire a réussi à le déboulonner ainsi que ses confrères. Mais avec la chute des Frères musulmans nous avons observé le retour au premier rang des anciens caciques du régime Moubarak comme si la révolution n'avait jamais eu lieu. Et nous avons observé le retour de la machine sécuritaire… »

Ceux qui s'expriment ainsi appartiennent à diverses associations existantes en France[1]. Mais aujourd'hui, la répression n'a pas lieu qu'en Égypte où plus de 500 condamnations à mort viennent d'être annoncées, puisqu'une dizaine de militants qui ont fui la dictature pour venir jusqu'ici sont désormais menacés d'expulsion par les autorités françaises elles-mêmes !

L'incident est révélateur : un rassemblement à Paris le 28 janvier, non autorisé. Quelques slogans avant une dispersion rapide comme convenu avec les policiers présents. Et puis soudain des arrestations, et des militants sans-papiers se retrouvant avec une OQTF (obligation de quitter le territoire français), certains étant libérés après 16 heures de garde à vue, d'autres étant retenus à Vincennes.

Fait significatif : pour l'un d'entre eux, le juge administratif a accordé un changement de pays de destination sur la base de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, compte tenu des risques d'arrestation et de mauvais traitements en Égypte. Cela devrait être un point d'appui pour la bataille judiciaire qui a commencé.

Soutien à la révolution !

Mais cette bataille est aussi politique, et mérite le soutien des associations, syndicats et partis politiques en France, pour alerter l'opinion publique, faire pression en faisant connaître l'ampleur de la répression qui frappe l'ensemble des milieux militants en Égypte de manière bien plus féroce encore que sous Moubarak. C'est en ce sens que s'est constitué un collectif de soutien auquel participe le NPA.

C'est aussi pour discuter plus largement de la situation actuelle en Égypte qu'aura lieu un meeting[2]. Ce sera l'occasion de rappeler que si la répression s'est accrue, c'est aussi parce que le régime du général Sissi est confronté depuis deux mois à une nouvelle vague de grèves extrêmement importantes, notamment pour le salaire minimum. La révolution est loin d'être terminée !

Exprimer sa solidarité est également une nécessité pour nous-mêmes : il y a quelques semaines, la préfecture interdisait une manifestation à Paris en clôture de la « semaine contre le colonialisme ». Maintenant c'est au tour des Égyptiens. Il vaudrait mieux que cela ne devienne pas une habitude !

Jean-François Cabral

1– Déclaration du 25 janvier 2014 *« La révolution continue »* par : Dostour France – Collectif voix d'Égypte – Association jeunes égyptiens de France – Association des jeunes égyptiens du 25 janvier à Paris.

2– Vendredi 28 mars à 19 h à la Bourse du travail, 4 rue du Château-d'Eau à Paris.

12 AVRIL

« Maintenant, ça suffit ! »

S'il fallait une raison supplémentaire d'organiser une riposte de gauche face à la politique du gouvernement, les résultats des élections municipales de dimanche dernier viennent de l'apporter.

Dans la manifestation du 18 mars à Paris. Photothèque Rouge / Milo

Les taux record d'abstention et les scores élevés du FN démontrent que les renoncements et les reculs face au patronat et à la réaction aggravent la désespérance sociale. Cette secousse électorale s'ajoute aux manifestations des droites extrêmes et fascisantes, homophobes et racistes qui ont occupé la rue ces derniers mois et s'apprêtent à le faire à nouveau ce week-end. C'est pourquoi il est temps d'affirmer que « maintenant ça suffit ! », comme le font les signataires de l'appel à la marche du 12 avril *« contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses »*. *« Nous n'en pouvons plus de voir la droite et l'extrême-droite battre le pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme. En France, comme dans toute l'Europe, la rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la Commission européenne, François Hollande et le gouvernement pour satisfaire les marchés financiers nourrissent ce climat malsain. Les conséquences sont là : services publics démantelés, acquis sociaux mis à mal… Le chômage monte, la précarité s'étend, les jeunes galèrent, les salaires et les retraites sont en berne. Les inégalités se creusent tandis que les grandes entreprises versent aux actionnaires des dividendes insolents »* poursuit le texte avant de rappeler les reculs des droits, la répression, les promesses non tenues. C'est aussi le Pacte de responsabilité qui provoque la colère, avec ses milliards de cadeaux au patronat, sans engagements en matière d'embauches mais financés par 50 milliards de coupes dans les budgets publics.

Une dynamique pour une alternative

C'est bien la compréhension que la politique favorable au Medef du gouvernement Hollande-Ayrault et la poussée de l'extrême droite sont liées, qui a motivé un large arc de forces syndicales, associatives et politiques, ainsi que des personnalités à se retrouver ensemble pour affirmer la nécessité d'agir, d'abord dans une *« marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du "pacte de responsabilité", pour une juste distribution des richesses »*.

Mais les signataires placent aussi cette initiative dans la perspective de *« construire une dynamique pour une alternative sociale, démocratique, écologique et féministe, fondée sur la solidarité »*, indiquant que cette marche *« ne restera pas sans lendemain »*. Au-delà des mots, produit d'un travail collectif permettant que chaque composante s'y retrouve, l'existence d'un tel front social et politique, inédit, est bien la marque de l'urgence de la situation.

Le NPA qui avait, par la voix d'Olivier Besancenot, proposé un week-end de riposte de gauche, se félicite que l'unité puisse se réaliser et créer ainsi les conditions d'une mobilisation durable contre les politiques antisociales et discriminatoires. La construction dans les localités de regroupements militants pour populariser l'appel à la manifestation du 12 avril doit permettre d'assurer une montée massive à Paris. Ce seront ainsi autant de points d'appui pour développer et faire converger les luttes qui permettront de stopper la politique de ce gouvernement PS-Medef et inverseront le rapport de forces.

Au-delà de ces tâches immédiates, s'exprime le besoin de construire des perspectives politiques et sociales alternatives pour remettre en cause un système d'exploitation capitaliste qui génère la misère et les inégalités pour la majorité des oppriméEs. La mobilisation commune encouragera la discussion sur ces objectifs et les anticapitalistes proposeront au sein même de ce vaste rassemblement visant à réoccuper la rue, la constitution d'un pôle antifasciste, féministe, écosocialiste, antiproductiviste.

Côme Pierron

IMMIGRATION

Valls en remet une couche

Tandis que la campagne des élections municipales battait son plein et que les bateleurs de la politique s'agitaient sous le regard désabusé d'une part croissante de la population, exposée au flux continu d'affaires dans lesquelles le grotesque le dispute au nauséabond, le gouvernement travaillait ! Chacun à son poste. Le ministre de l'Intérieur s'acquittait avec conviction de l'une des tâches qui lui est confiée et qui tend à devenir son hobby : la traque des étrangers en situation irrégulière.

Photothèque Rouge / Guy Laher

C'est cette fois avec une discrétion inaccoutumée, sans même la publier au *Journal officiel*, qu'il vient d'adresser à ses services, via les préfets, une circulaire par laquelle il passe encore une vitesse en la matière. Car, depuis qu'il a remis en vigueur la politique du chiffre qu'il dénonçait naguère (tout en lui opposant bizarrement l'exigence de « résultats »), cela confine à l'obsession : il lui faut pouvoir dire qu'il fait mieux que ses illustres prédécesseurs.

C'est ainsi qu'il note que *« le nombre de retours contraints hors Union européenne s'est établi à 4 676, soit une hausse de 13 % par rapport à 2012 (année pour une part guéanto-sarkozienne), même si ce nombre en valeur absolue demeure faible »* (on sera sensible à la pointe de regret qui annonce la suite). Mais il y a au moins un point sur lequel il laisse transparaître sa joie : *« Le niveau total des éloignements forcés atteint son plus haut niveau depuis 2006. »* Rendez-vous compte : mieux que ce qui n'a jamais été fait sous le règne de Nicolas !

Des « résultats encourageants » !

Mais foin de triomphalisme ! C'est tout à fait sobrement qu'il en conclut : *« Ces résultats, encourageants sont la traduction de votre mobilisation qui devra se poursuivre tout au long de l'année 2014. »* Suit la feuille de route qui évoque notamment *« une présence effective des forces de l'ordre pour effectuer les contrôles d'identité et les interpellations nécessaires »*. Parce que ce n'était pas le cas ? Bonjour la multiplication des contrôles au faciès ! Et puisque l'objectif principal est celui d'une plus grande efficacité dans l'application des obligations de quitter le territoire français (OQTF), les services sont invités à *« solliciter de façon plus déterminée l'obtention de laisser-passer consulaires »*, cela afin de *« privilégier la voie de l'éloignement (de l'étranger) vers son pays d'origine »* par rapport à la réadmission dans un autre pays de l'UE. Pas besoin d'un dessin pour comprendre ce que cela signifie pour les réfugiés politiques, d'autant que l'accent est également mis sur la reconduite systématique des déboutés du droit d'asile. Pour faire bonne mesure, le ministre indique que *« le bénéfice des dispositions prévoyant que toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence »* ne saurait être accordé au demandeur d'asile qui a épuisé ses voies de recours, ce qui est juridiquement très contestable.

On pourrait continuer à détailler les infamies que contient cette circulaire et s'attarder sur ses conséquences, comme le fait RESF qui, évoquant une précédente circulaire scélérate d'il y a tout juste un an, propose de faire du 11 mars la *« journée de la brute »*. Il conviendrait alors de rappeler que « la brute » n'est jamais que l'exécutant zélé de la politique du gouvernement.

François Brun

SYRIE

Mars 2011-mars 2014 : l'indispensable solidarité

Pour marquer les trois ans de leur soulèvement, les révolutionnaires syriens ont rappelé que celui-ci s'inscrit dans les processus de la région, en donnant au vendredi 14 mars le slogan : « C'est une révolution populaire, et non une guerre civile ! ». Malgré les assassinats et les destructions massives provoquées par le régime Assad d'un côté, et l'oppression des forces réactionnaires islamistes de l'autre, le peuple syrien lutte toujours pour ses objectifs initiaux : la démocratie, la justice sociale et le refus du communautarisme.

De nombreuses manifestations populaires ont eu lieu à travers toute la Syrie ce 14 mars, tandis que divers événements étaient organisés dans les régions libérées pour célébrer le troisième anniversaire de la révolution.

Trois ans de révolution

Dans le cadre de la campagne *« nous résistons malgré la violence du régime »*, des militantEs ont distribué à Alep des flyers dans les quartiers encore sous le contrôle du régime. Dans les territoires libérés de cette ville ont été organisées une pièce de théâtre retraçant ces trois années, des expositions de photos et dessins en mémoire des martyrEs, et la réalisation de fresques dans de nombreux quartiers sur le thème *« les murs racontent les histoires de la révolution »*. Dans la région d'Idlib, cette commémoration comprenait aussi une manifestation avec des chansons, la décoration des murs, une pièce de théâtre, etc.

Auparavant, le 8 mars, le groupe « initiative des femmes syriennes », qui défend un État démocratique et pluraliste dans lequel les droits des femmes seront garantis, a lancé une campagne pour que la révolution mette en avant les droits des femmes. Et pour la commémoration des dix ans de l'Intifada kurde, le 12 mars, des manifestations ont eu lieu dans les villes à majorité kurde (Amouda, Efrin, Qamichlo…). L'occasion de nombreux messages de solidarité en faveur de la révolution syrienne.

DR

Le régime meurtrier et ses alliés

La révolution syrienne n'est pas morte, mais ses ennemis se renforcent. Le premier est sans conteste la machine à tuer du régime, dont les crimes contre l'humanité ne cessent d'être mis en lumière : récemment sont parvenues les images atroces des 11 000 suppliciés des prisons de Damas avant août 2013, morts sous les tortures et la faim… Rappelons que seule l'assistance politique, militaire et économique de ses alliés – la Russie, l'Iran, le Hezbollah et autres milices communautaires – permettent à Assad de se maintenir, et de reprendre du terrain, comme récemment la ville stratégique de Yabroud.

Le second ennemi, les forces islamistes réactionnaires qui montent et veulent un État islamique – soutenues financièrement par les monarchies du Golfe en opposition totale avec les objectifs de la révolution – s'attaquent aux militantEs révolutionnaires et s'appuient, tout comme le régime, sur le communautarisme, pour diviser les SyrienEs.

Parallèlement, la dernière conférence de Genève 2 a montré que la volonté des puissances impérialistes et régionales, ayant refait de Assad un interlocuteur pour le contrôle des armes chimiques, est de parvenir à un accord sur une transition politique négociée (une solution « yéménite »), qui maintiendrait la structure du régime tel quel dans l'intérêt supérieur de la *« lutte contre le terrorisme »*.

Mais les révolutionnaires syriens savent que le régime n'acceptera que sa victoire totale, et refusent de se soumettre, comme le symbolise cette bannière sur laquelle on pouvait lire : *« 3 ans de faim et de souffrances, mais 3 ans de fierté et de dignité »*.

« Pour une solidarité internationaliste » !

Face à cette situation, la mobilisation populaire internationale est plus que jamais indispensable. Ainsi, le samedi 15 mars dernier, des initiatives de solidarité avec le soulèvement et contre la répression du peuple syrien étaient organisées dans de nombreuses villes de France et du monde. Essentielles mais encore trop faibles, ces initiatives doivent absolument être consolidées.

Dans ce contexte, le Courant de la gauche révolutionnaire en Syrie, malgré ses faibles moyens, continue son combat au côté du peuple révolutionnaire tant au niveau civil que militaire. Il a fondé « les Factions de la libération du peuple » pour se joindre à la résistance militaire, et a lancé un appel *« à toutes les forces de la gauche et du socialisme dans notre région comme dans le monde entier pour une solidarité internationaliste au plus haut niveau (solidarité ferme et intègre). Car, l'avenir de notre révolution aura une importance certaine dans l'évolution des processus révolutionnaires dans notre région et même plus loin encore »*.

Joseph Daher et Jacques Babel

Pour l'aide financière et le communiqué du Courant de la gauche révolutionnaire en Syrie : http://syriafreedomforever.wordpress.com/2013/04/25/solidarite-avec-la-revolution-syrienne-et-solidarite-avec-la-gauche-revolutionnaire-en-syrie

ÉTAT ESPAGNOL

Madrid 22 M : la marche de la dignité

Les 7 marches parties début mars de toutes les « communautés autonomes » de l'État espagnol ont conclu leur périple ce samedi 22 mars. Entre 1 et 2 millions de personnes ont défilé dans les rues de Madrid. Historique !

Impossible de calculer sauf avec les moyens de haute technologie utilisés par les flics ! Peu importe les chiffres, cela ne change rien à l'énorme succès populaire et ouvrier de la manifestation. Et les efforts du pouvoir (et des médias au « garde a vous ») pour criminaliser ces marches et l'ensemble des organisateurs n'ont eu pour effet que d'amplifier l'indignation, la joyeuse rage pleine d'espoir des manifestantEs, et leur nombre ! *« Ce sont des néo-nazis »*, *« La manifestation est organisée par de dangereux anti-système d'extrême gauche »*, *« Les incidents qui seront provoqués à l'arrivée de la manifestation seront sous la responsabilité des organisateurs »*… Autrefois cela pouvait faire peur, mais la peur change de camp !

Si la répression a empêché la manifestation d'arriver à la Plaza del Sol (lieu symbolique du 15M des Indignés où il était prévu une AG pour organiser la suite des mobilisations), elle a été incapable de casser une multitude d'occupations de places et de lieux publics ainsi que les manifestations qui se tiennent sans relâche depuis ce dimanche 23 mars, exigeant la libération des 26 personnes interpellées à la « tête du client » le samedi 22 mars… Lundi 24, il ne restait plus qu'une personne enfermée et une AG, réunissant plusieurs milliers de personnes, s'est tenue pour discuter, sans la présence des flics, des perspectives du mouvement.

Vers la grève générale ?

Organisées à l'origine par le SAT (Syndicat andalou des travailleurs) et élargies ensuite à l'ensemble du mouvement social (« mareas », Indignés, syndicats « lutte de classes », etc.), ces marches « autogérées » se sont structurées autour de revendications essentielles : le non-paiement de la dette, l'arrêt des politiques d'austérité et de la privatisation des services publics, une démocratie « réelle » et la fin du régime politique (hérité du franquisme en 78), la fin de l'impunité pour la corruption, et le départ des « gouvernements de la Troika ».

Cortège de Izquierda anticapitalista. DR

Et la suite ? Pendant la manif, le mot d'ordre de grève générale, qui était aussi bien partagé par des boîtes en lutte que par les étudiantEs, les mineurs, les pompiers, les travailleurs des services publics et d'autres, s'est imposé comme thème central de l'AG organisée lundi 24 mars. Ce qui est donc proposé maintenant à la discussion par l'ensemble des mouvements, c'est la préparation d'une grève générale interprofessionnelle de 3 jours au mois de mai.

Fait notable et remarqué : l'absence totale dans cette mobilisation, après le boycott, des principaux syndicats, UGT et CO dirigés par le PSOE et IU (PC) – des bureaucraties syndicales occupées depuis fort longtemps par des affaires de corruption et le fameux « dialogue social » à la sauce locale !

À noter enfin le beau cortège (1 500 personnes) des camarades de Izquierda Anticapitalista totalement impliqués dans les luttes et les marches.

Si podemos !

De Valencia, Miguel Segui

BRÉSIL

Le carnaval victorieux des balayeurs de Rio

Le Brésil n'est définitivement plus le même depuis les journées de mobilisations de juin 2013. En quelques mois, l'ensemble des mythes autour du pays du foot et du carnaval sont tombés un à un. Dernier exemple en date d'un pays en mouvement : la grève des travailleurs du nettoiement de Rio de Janeiro.

On se rappelle encore les manifestations de juin dernier contre l'augmentation des tarifs de transport, dans un pays qui se vante d'être une puissance mondiale mais où la grande majorité de la population n'a pas d'accès à des services de transport, de santé et d'éducation décents. La jeunesse pointait du doigt la contradiction flagrante entre cette situation et les milliards dépensés dans la préparation de la Coupe du monde de football.

C'est dans ce contexte post-juin 2013 qu'intervient la grève des balayeurs de Rio, une sorte d'entrée en scène spectaculaire des travailleurs organisés sur un échiquier politique transformé. Il s'agit de la couche la plus exploitée des fonctionnaires d'État, touchant un salaire de misère et travaillant dans des conditions extrêmement pénibles. À la veille du carnaval, ils ont été des centaines à décider de se mettre en grève pour une augmentation conséquente de leur salaire.

Ils sont donc allés voir leur syndicat, dirigé depuis des décennies par une bureaucratie jaune, qui a refusé de poser un préavis de grève immédiat. Les salariés sont donc partis en grève sauvage à quelques centaines. Ils étaient seuls et avaient tout le monde contre eux : le syndicat qui les avait trahis, les médias qui se sont acharnés sur leur *« irresponsabilité »*, la justice qui a déclaré leur grève illégale, la mairie de Rio qui a annoncé le licenciement de 300 grévistes. Mais ils ne se sont pas arrêtés et la grève s'est étendue.

Le bras de fer gagné

Les rues jonchées d'ordures ont été le symbole de leur force sociale exposée devant les caméras du monde entier. Les balayeurs défilaient en chantant des « sambas de lutte », leur tenue orange portée avec fierté. La mairie a alors durci ses positions et les licenciements sont passés de 300 à 1 000. Les travailleurs ont été réquisitionnés et forcés à travailler, mis en joue par la police, mais rien n'a pu stopper ces hommes et femmes qui étaient bien décidés à exiger leur dû.

La mairie a fini par devoir négocier. Les premiers représentants, élus par les grévistes, ont été révoqués dès lors qu'ils ont été tentés d'accepter un compromis inacceptable aux yeux des travailleurs mobilisés. De nouveaux représentants ont été élus, alors que tout le pays avait les yeux braqués sur la lutte des balayeurs de Rio et que les messages de soutien se multipliaient.

Les négociations ont pris fin, huit jours après le début de la grève, et se sont traduites par une victoire éclatante : réintégration de tous les licenciés, 37 % d'augmentation de salaire, 66 % d'augmentation de leur ticket repas, paiement de toutes les heures supplémentaires avec majoration, paiement de l'ensemble des jours de grève.

Le lendemain, l'artiste et caricaturiste politique Latuff représentait dans un dessin un balayeur dans des habits de super-héros. Héros au moins pour des millions de travailleurs qui ont redécouvert grâce à eux qu'il est possible de se battre et de gagner, même dans les conditions les plus difficiles… et même durant Carnaval !

Daniela Cobet

DES LISTES ANTICAPITALISTES

Dossier réalisé par Thibault Blondin et Yvan Lemaitre

De modestes résultats, des acquis à consol

Construire des listes anticapitalistes a été dans bon nombre de villes où le NPA est présent l'occasion de rassembler toutes celles et ceux qui désirent se battre contre le gouvernement. Partout nous avons tenté de rassembler autour de nous, que ce soit en menant des discussions avec les composantes du Front de gauche, avec Lutte ouvrière (sans succès) et avec toutes les personnes désireuses de construire des listes anticapitalistes…

Les débats au sein du Front de gauche, et les désaccords entre eux et nous, ne permettaient pas d'envisager un accord national pour ces élections, mais nombreuses sont les listes construites avec certaines de ses composantes, Parti de gauche, Ensemble, PCF et parfois des groupes Front de gauche.

Banlieues rouges

Dans les grandes villes, les résultats ne sont pas au rendez-vous, que ce soit à Paris, Bordeaux, Toulouse, même si nos résultats sont supérieurs à ceux enregistrés lors des élections présidentielles de 2012. Mais, dans bon nombres d'autres villes, le NPA confirme son implantation, à commencer dans des villes populaires.
Dans la banlieue bordelaise, des listes unitaires avec le Parti de gauche conduites par des éluEs NPA, comme à Cenon (10,83%) ou Lormont (7,85%), ont pu conserver des éluEs. Une camarade du NPA a aussi été élue sur la liste unitaire NPA-PG-Ensemble à Talence (8,62%).
La banlieue rouennaise, où le NPA comptaient également quelques éluEs, confirme une implantation solide. Les scores dépassent 11% à Sotteville-lès-Rouen (la liste se maintient au second tour) ou à Canteleu, avec Ensemble et le PG. Elle atteint 15,09% à Saint-Étienne-du-Rouvray où le NPA a monté une liste dont il est la seule force politique.

Meeting municipal le jeudi 20 mars à Chambéry. DR

Dans les villes de la banlieue parisienne, quelle que soit la configuration, les résultats montrent comme sur les grandes villes une progression de nos résultats par rapport aux dernières échéances mais sans rencontrer de scores élevés.

Des éluEs anticapitalistes en point d'appui

Gennevilliers (13,51%, 3 éluEs) et Évry (6,60%) font exception aux résultats en demi-teinte de la banlieue parisienne. Le NPA avait dans chacune d'elle un éluE, ce qui a permis d'aider à la construction de listes, à Gennevilliers (92) avec des militantEs associatifs, à Évry (91) avec des militantEs du Parti de gauche en dissidence. Malheureusement, comme à Évry ou à Pessac (33), beaucoup de nos éluEs n'ont pas été réélus, car au contraire de 2008 plus rares sont les villes où le PS passe dès le premier tour. Mais le travail de ces éluEs anticapitalistes porte ses fruits. En plus des camarades rééluEs dans les banlieues de Bordeaux et Rouen, nous conservons un élu à Saint-Pierre-des-Corps (37), dans un bastion communiste. Nous parvenons à nous maintenir au second tour à Gérardmer (88) avec plus de 12%, et obtenons un très bon score à Chambéry après un meeting qui avait réuni plus de 180 personnes même si nous n'avons plus d'élu.

Du pôle ouvrier aux urnes

En Bretagne, le travail militant du NPA au sein des Bonnets rouges, en y constituant un pôle ouvrier, a payé. Matthieu Guillemot parvient à obtenir 13,07% face à Christian Troadec et sera donc membre du conseil municipal de Carhaix (29). Les listes NPA-PG-Ensemble de Brest et Saint-Brieuc, autour de 9%, s'inscrivent dans cette dynamique, dépassant les scores déjà honorables de la LCR en 2008. À Quimper, autre ville-symbole des Bonnets rouges, la liste NPA et FdG obtient plus de 5%.
Quelques mois après la manifestation de Quimper qui nous avait opposés au FdG sur le positionnement par rapport au mouvement des Bonnets rouges, les résultats indiquent clairement que le NPA ne s'est pas trompé dans son implication et la construction d'un pôle ouvrier. C'est ainsi que, ce dimanche soir, les résultats de nos listes ont été annoncés sous les hourras de sympathisantEs arborant le tee-shirt des Marine Harvest.

Des élections municipales au 12 avril et après…

Au-delà des résultats des listes anticapitalistes, des premiers éléments de bilan peuvent d'ores et déjà être tirés. Les militantEs NPA ont su débattre et rassembler autour d'eux sur la nécessité de construire une véritable opposition de gauche à ce gouvernement, y compris face aux caciques locaux du Parti socialiste et aux errements électoraux du Parti communiste. Nous avons ainsi réussi à rassembler des milliers de personnes, sympathisantEs, anciens militantEs, pour militer, renouer avec le NPA ou dans des cadres plus larges. Pour la suite, ce travail est un sérieux point d'appui ,en particulier pour la préparation de la manifestation du samedi 12 avril, journée de révolte de gauche initiée par le NPA.
Les sympathies rencontrées tout au long de cette campagne, les énergies déployées, ont impulsé, à notre niveau, une dynamique qu'il s'agit d'entretenir, de prolonger, d'armer politiquement pour contribuer à l'émergence d'une opposition anticapitaliste à ce gouvernement, seule façon efficace de contrer la montée de l'extrême droite.

RÉGION	DPT	COMMUNE
Aquitaine	24	Sarlat
	33	Cenon
	33	Pessac
	33	Mérignac
	33	Talence
	33	Bordeaux
	33	Lormont
	47	Agen
	47	Villeneuve-sur-Lot
	47	Monsempron-Libos
	64	Anglet
Bretagne	22	Saint-Brieuc
	29	Quimper
	29	Carhaix
	29	Brest
	35	Saint-Malo
	56	Hennebont
Centre	41	Blois
	36	Rivarennes
	37	Saint-Pierre-des-Corps
	37	Tours
Île-de-France	93	Montreuil
	93	Saint-Denis
	93	Saint-Ouen
	93	Noisy-le-Grand
	93	Neuilly-Plaisance
	93	Pré Saint Gervais
	92	Nanterre
	92	Gennevilliers
	92	Sèvres
	94	Ivry-sur-Seine
	94	Choisy-le-Roi
	94	Alfortville
	94	Vitry-sur-Seine

lider

SOUTIENS POLITIQUES	RÉSULTATS
NPA, FdG	12,24 % – 2 éluEs
NPA, PG, Ensemble	10,83 %– 1 élue NPA, Christine Héraud
NPA	5,58 %
NPA	3,53 %
NPA, PG, Ensemble	8,62 % – 2 éluEs dont Marie Fauré (NPA)
NPA, Rouges vifs	2,51 %
NPA, PG	7,85 % – 1 élue NPA, Monica Casanova
NPA	2,88 %
FdG, NPA	5,38 %
NPA	9,57 %
NPA, militantEs PCF et PG	3,33 %
NPA, PG, Ensemble	9,25 %
FdG, NPA	5,77 %
NPA, FdG, Alternatifs	13,07 % – 1 élu NPA, Matthieu Guillemot
PG, NPA, Ensemble	8,16 %
PCF, PG, NPA	5,84 %
PCF, NPA	19,26 %
NPA	3,34 %
NPA	26,18 %
NPA	8,16 % – 1 élu NPA, Patrick Bourbon
PG, Ensemble, NPA	8,36 %
NPA	1,95 %
NPA	2,74 %
NPA	2,55 %
FdG, NPA	10,40 % – Maintien au second tour
FdG, NPA	6,99 % – 1 élu
PG, Ensemble, Verts, NPA	18,93 % – 3 éluEs
NPA	2,77 %
MilitantEs associatifs, PGFC, NPA	13,51 % – 3 éluEs
PCF, PG, NPA	4,78 %
NPA	3,94 %
PCF, NPA	3,81 %
PG, Ensemble, NPA	8,05 %
MilitantEs FdG, NPA	4,3 %

Île-de-France	95	Pontoise	FdG, NPA, des Citoyens à gauche vraiment	8,20 % – 1 éluE
	75	Paris 3	NPA	0,94 %
	75	Paris 10	NPA	1,10 %
	75	Paris 11	NPA	1,32 %
	75	Paris 12	NPA	0,86 %
	75	Paris 13	NPA	1,33 %
	75	Paris 19	NPA	1,72 %
	75	Paris 20	NPA	1,36 %
	78	Sartrouville	PCF, PG, Ensemble, NPA, POI	9,36 %– 2 éluEs
	91	Evry	NPA, militantEs PG	6,6 %
Languedoc-Roussillon	34	Montpellier	NPA	2,05 %
	66	Perpignan	NPA	2,24 %
Limousin	23	Guéret	PG, GA, NPA	15,28 %
Lorraine	57	Metz	Fase, Communards, NPA	3,3 %
	88	Gerardmer	NPA	12,79 % – Maintien au second tour
Midi-Pyrénées	12	Millau	NPA	6,43 %
	12	Saint-Affrique	PG, NPA	11,78 %
	31	Toulouse	MilitantEs associatifs, NPA	1,67 %
	46	Cahors	MilitantEs PCF, PG, NPA	7,34 % – 1 éluE
	82	Montauban	FdG, EÉLV, NPA	11,75 %
Nord Pas de Calais	59	Wattrelos	NPA	1,22 %
	59	Lille	NPA	1,10 %
	62	Auxi-le-Château	NPA	6,63 %
Basse-Normandie	14	Caen	Ensemble, PG, NPA	5,81 %
	14	Moyaux	NPA	9,86 %
Haute-Normandie	27	Louviers	NPA, PCF	8,07 %
	76	Sotteville-lès-Rouen	NPA, GA, Alternatifs, Fase, PG	11,50 % – Maintien au second tour
	76	Canteleu	NPA, Ensemble, PG	11,4 % – 2 éluEs dont Franck Prouhet (NPA)
	76	Rouen	NPA	1,93 %
	76	Saint-Etienne-du-Rouvray	NPA	15,09 % – 2 élus dont Philippe Brière (NPA)
Pays de la Loire	44	Saint-Nazaire	Label gauche, PG, NPA	6,24 %
	44	Nantes	PG, Ensemble, NPA	5,03 %
	44	Saint-Herblain	Breizhistance, NPA, GA, PG, Alternatifs	10,06 % – Maintien au second tour
	44	Rezé	PG, GA, NPA	18,11 % – Maintien au second tour
	49	Angers	NPA, PG, Ensemble	2,1 %
	85	La-Roche-sur-Yon	FdG, NPA, Alternatifs	7,72 %
Picardie	60	Beauvais	NPA	1,01 %
	02	Laon	NPA, PCF, PG	6,61 % – 1 élu
Poitou-Charentes	16	Angoulème	PCF, PG, NPA	5,30 %
	16	Cognac	PG, NPA	7,36 %
	86	Poitiers	PG, Ensemble, EÉLV, NPA	15,29 % – Maintien au second tour
PACA	13	Miramas	MilitantEs FdG, NPA	9,47 % – 1 éluE
	13	Arles	Ensemble, NPA	3,93 %
	83	Draguignan	FdG, NPA	3,66 %
	84	Avignon	FdG, NPA	12,46 %
	84	Carpentras	PG, ex-Verts, NPA	2,34 %
	84	Sorgues	PCF, PG, NPA	7,75 % – 1 élu
	84	Orange	NPA, FdG	8,67 % – 1 éluE
	84	Murs	NPA	17,64 %
Rhône-Alpes	73	Chambéry	NPA, Ensemble, PG , Alternatifs	7,17 %
	74	Annecy	NPA, PG, MPEP	4,58 %
	38	Voiron	PG, NPA, MOC	3,47 %
	01	Bourg-en-Bresse	NPA, PG, Alternatifs	3,61 %

ASCOMÉTAL

Ce n'est pas aux travailleurs de payer

DR

Ascométal a été placé en redressement judiciaire faute d'un accord pour solder ses dettes entre ses créanciers – les banques Morgan Stanley et Bank of America – et son actionnaire majoritaire – le fonds d'investissement américain Apollo.

En 2011, Apollo a racheté l'ancienne filiale d'Usinor par LBO (Leverage Buy Out), un montage juridico-financier qui permet d'acquérir une entreprise sans dépenser (ou le moins possible) en endettant la société « cible ». En plus d'une dette de 360 millions d'euros, Ascométal doit rembourser 37 millions d'intérêts annuels.
Plus de 1900 emplois directs sont menacés notamment sur les principaux sites à Hagondange (Moselle), Dunkerque (Nord) et Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) mais aussi à Custines (Meurthe-et-Moselle), Le Marais (Loire) et Le Cheylas (Isère). L'année dernière, la direction avait déjà imposé un plan de compétitivité dont les principales mesures étaient la suppression de plusieurs jours de RTT et l'aggravation de la flexibilité avec la régulation du temps de travail en fonction des besoins de production. Léon Black, le co-fondateur d'Apollo n'est quant à lui pas pris à la gorge : il se place au 240e rang des hommes les plus riches du monde selon le classement Forbes, avec une fortune de 5,8 milliards de dollars…

Ascométal - ArcelorMittal : même combat

De son côté, ArcelorMittal a concocté un plan industriel et commercial pour 2014 qui portera à 143 le nombre de nouvelles suppressions de postes d'ici 2015 à Florange. Le groupe prétend connaître des difficultés mais alors que les travailleurs trinquent, les actionnaires encaissent : ils ont reçu 910 millions en 2013 (la famille Mittal qui détient 40 % du groupe a touché 360 millions), c'est-à-dire que chaque salarié du groupe a rapporté 3 617 euros aux actionnaires !
Montebourg et le gouvernement refont leur cinéma dans le « dossier Ascométal » mais on a déjà vu la fin du film chez Mittal. Et ce n'est pas leur loi Florange qui va servir à quoi que ce soit puisqu'elle ne contraint les patrons à rien du tout. Des repreneurs pourraient être intéressés disent-ils… mais pas pour tout l'effectif !
Il faut imposer aux patrons, aux actionnaires, aux banquiers et au gouvernement l'interdiction des licenciements. Le contrôle des comptes de ces grands groupes par les travailleurs permettrait de vérifier où vont et à qui profitent les richesses que nous créons. Ce contrôle permettrait de prouver qu'il est possible de maintenir tous les emplois.

Correspondant

POSTIERS DU 92

« En additionnant les forces, on a plus de chance de gagner sur ses propres revendications »

Dans les Hauts-de-Seine, un mouvement de grève à la Poste dure depuis plusieurs semaines. Nous avons rencontré l'un des grévistes.

Les postiers du 92 dans la rue le 18 mars à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Pour certainEs, c'est bientôt deux mois de grève. Quelles étaient les revendications de départ ?

La grève est partie de Rueil-Malmaison le 29 janvier avec une demande « modérée » : la prolongation du contrat d'insertion d'une collègue que la direction voulait licencier sous prétexte qu'elle n'avait pas de permis de conduire. L'attitude inflexible de la direction a entraîné la prolongation de la grève et trois autres collègues virés dans les mêmes conditions ont rejoint le mouvement.
La première semaine, la revendication est devenue : embauche des précaires. On s'est rendu compte que les contrats aidés comme les contrats d'insertion CIE) étaient subventionnés par le conseil général à la hauteur de 100 % du salaire brut et 45 % du net. La Poste économise des centaines de milliers d'euros grâce à l'argent public. Les grévistes dénoncent ce véritable détournement de fonds par La Poste qui a supprimé 100 000 emplois en un peu plus de 10 ans.

Comment la lutte s'est-elle étendue ?

La direction ne cédant pas, les Rueillois ont cherché à étendre leur mobilisation. La Garenne-Colombes, puis Gennevilliers et Courbevoie ont rejoint la grève, et plus minoritairement ceux d'Asnières, Fontenay, Colombes, Neuilly. Les revendications se sont élargies : refus des réorganisations, c'est-à-dire des suppressions d'emplois, des tâches supplémentaires non payées (relevage des compteurs EDF, courses pour certains usagers, etc.) et augmentation des salaires (prime annuelle de 500 euros). La Poste cherche à supprimer 50 000 emplois d'ici 2018 avec des restructurations tous les 2 ans.
Aujourd'hui, la grève est toujours largement majoritaire à Rueil (75 %), et La Garenne-Colombes (90 %), et sur les autres bureaux, ce sont de plus ou moins fortes minorités. Une bonne centaine de facteurs sont en grève reconductible, même si tout le département n'est pas touché.

Les postiers du 92 ont déjà mené plusieurs conflits. Qu'est-ce qui fait la particularité de ce mouvement ?

Le point commun, c'est le regroupement des forces des postiers des différents bureaux. Les bureaux de banlieue sont de petites concentrations : entre 20 et 80 personnes sauf exception. Un principe simple mais fondamental : en additionnant les forces, on a plus de chance de gagner sur ses propres revendications. La particularité c'est la participation de collègues ayant perdu leur emploi, des postiers pour nous injustement licenciés.
À différentes étapes, le mouvement a impliqué différents métiers, ce qui est très rare à La Poste. Les guichetiers de Rueil-Jaurès, en grève deux jours début février et en manifestant avec les facteurs, ont obtenu le report de plus d'un an et demi de leur réorganisation. La plate-forme Colis de Gennevilliers a fait grève reconductible sur quelques jours au côté des facteurs. Les facteurs de Carrières-sur-Seine et Montesson (78), en grève pendant deux semaines, ont participé à nos AG et actions.
Notre grève qui tend à franchir les barrières traditionnelles entre les centres, entre les métiers, les départements, pose un problème à la direction.

Comment est structurée la lutte ?

Les AG de grévistes quotidiennes décident de la reconduction et de la stratégie de la grève. Chaque après-midi, un comité de grève d'une quinzaine de grévistes de chacun des bureaux organise l'application des décisions de l'AG et prépare la journée du lendemain. Cette organisation est à la fois démocratique, chacun peut peser sur les décisions et participer à leur mise en œuvre, et plus efficace car elle augmente les forces disponibles pour construire la grève. Une des faiblesses est l'absence de comité de soutien à la grève. Nous espérons qu'il se formera cette semaine.

L'attitude de la direction ?

En refusant de négocier sérieusement, elle prolonge le conflit, joue le pourrissement. Rien depuis le début sur les suppressions d'emplois, les tâches supplémentaires ou les salaires. Les grévistes ont proposé des compromis, comme le report de 2 ans des réorganisations. Mais pas de réponse de la direction… si ce n'est une procédure de licenciement à l'encontre de Gaël Quirante et Brahim Ibrahimi, représentants départementaux de SUD Activités postales 92 !
Quelques avancées cependant : un des quatre contrats précaires vient d'être embauché en CDI, et un collègue de la PFC, dont la direction avait voté le licenciement, n'a finalement écopé « que » d'une mise à pied.

Quelles sont les perspectives immédiates ?

Des conflits isolés ont eu lieu cet derniers temps à La Poste ou sont encore en cours (à Antibes, à la Réunion, dans la région de Bordeaux…). Nous allons nous adresser aux postiers qui veulent en finir avec les suppressions d'emplois et les salaires de misère : pourquoi ne pas essayer de se regrouper et de mener des actions communes ? Et si l'occasion se présente, nous essaierons de tisser des liens avec les autres secteurs en lutte ou disponibles à la lutte : les enseignants du 92 et du 93, les intermittents, les entreprises touchées par des plans de licenciements comme La Redoute.

Propos recueillis par Robert Pelletier

EMPRUNTS TOXIQUES

À Dijon, Rebsamen motus et bouche cousue !

Le Collectif d'audit citoyen de la dette de Côte d'Or (CAC 21) regroupe des syndicats, des associations, des partis dont le NPA, des citoyens. Il s'intéresse aux prêts contractés par la ville. Car à Dijon (21), cela représente près de 100 millions d'euros, avec 47 % d'emprunts « toxiques » dont 17 % sont « très toxiques » !

Ces emprunts ont notamment été contractés de 2007 à 2009, principalement auprès de la banque Dexia, dont le sénateur-maire de Dijon a été administrateur jusqu'en 2008.

Rebsamen embarrassé. DR

Les investigations de CAC 21 ont débuté par la demande de l'état de la dette en mars 2013 et c'est seulement six mois plus tard, le 13 août, que la Ville de Dijon a finalement répondu, en transmettant son compte administratif 2012 et le budget primitif 2013, mais rien sur les contrats en cours…

Manœuvres dilatoires

Le CAC21 a réclamé par deux fois, le 30 septembre et le 6 octobre, le détail de ces prêts. Faute de réponse, il a saisi en décembre dernier la Cada (Commission d'accès aux documents administratifs) pour accéder aux contrats litigieux. Malgré l'avis favorable de cette dernière, la Ville a continué à faire la sourde oreille et refusé de recevoir une délégation qui souhaitait examiner les contrats.
Les médias locaux ont commencé à s'intéresser à la question suite à une conférence de presse en février. La vérité serait elle inavouable aux contribuables ? Le CAC 21 estime que la Ville est tout à fait fondée à agir en justice contre les banques auprès desquelles elle a contracté des emprunts toxiques. D'autres collectivités locales l'ont fait avec succès. François Rebsamen, candidat à un troisième mandat consécutif, ferait bien de s'en inspirer. Si la collectivité n'attaque pas les banques, des citoyens le feront, avec l'appui du CAC 21. En tout cas, ce n'est pas aux citoyens de renflouer les banques !

Correspondant

TÉLÉVISION

Les sexistes prennent l'antenne

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient d'adresser une « mise en garde » à France Télévisions pour les propos sexistes tenus lors des jeux Olympiques de Sotchi. Cette mise en garde met en lumière le sexisme dans les médias et à la télévision en particulier.

Le sexisme à la télé, ce n'est pas nouveau, mais ces derniers mois on peut dire que les différents programmes (émissions sportives, actualités, télé-réalités…) lui font la part belle, renforçant et justifiant les inégalités et le machisme au quotidien.

Médaille d'or

Les commentateurs sportifs de France Télévisions, Montfort et Candeloro en tête, ont remporté la médaille d'or toute catégorie du populisme nationaliste et du sexisme lors des JO de Sotchi. *« En tout cas, moi, je connais plus d'un anaconda qui aimerait venir l'embêter un petit peu cette jeune Cléopâtre canadienne… »* ou *« Ce sont des jeunes femmes extrêmement fines, extrêmement jolies, extrêmement élancées,*

22 MARS

Notre antifascisme est international !

La journée internationale de mobilisation du 22 mars contre le racisme et le fascisme constitue pour ses initiateurs, nos camarades grecs de KEERFA, un premier succès. Repris dans de nombreux pays, il constitue une première riposte significative à la montée de l'extrême droite, des groupes néonazis, et des politiques anti-immigréEs menées par la plupart des gouvernements européens.

En Grèce, des manifestations étaient appelées dans plusieurs villes, et ont rassemblées plusieurs dizaines de milliers de personnes (5000 à Salonique, un millier à La Canée), sans compter la multitude d'initiatives prises dans tout le pays. À Athènes, 10000 personnes ont répondu à l'appel, soutenu par des organisations syndicales telles que l'Adedy (fédération des salariés du secteur public) et Pospert (le syndicat des travailleurs de la télévision et de la radio publiques, dont on se souvient qu'elles furent sauvagement fermés en juin dernier). Un concert antifasciste à la mémoire du rappeur Pavlos terminait la journée de mobilisation.
Malgré la dissolution d'Aube dorée, ses militants continuent à mener leurs actions criminelles, en menant des raids dans les quartiers peuplés de migrants, en attaquant les centres sociaux, et menaçant de *« continuer à massacrer les antifascistes »*. Mais comme le soulignent les camarades de KEERFA, *« le vrai danger est la politique du gouvernement, son racisme d'État, et sa volonté de capter l'électorat à la veille des élections européennes »*.
Déclinée sous des formes différentes (manifestations de rue, rassemblements, concerts antifascistes) des initiatives ont été prises dans divers pays, Portugal, Nouvelle-Zélande, Danemark, Brésil, Angleterre, Irlande, USA…

Le 22 mars en Grèce. Yannis Kolesidis

Construire un mouvement large

En France, des mobilisations se sont tenues à Paris, Toulouse, Grenoble, Lyon, Nantes et Strasbourg. La manifestation parisienne, conduite par le cortège coloré et dynamique de l'Union nationale des sans-papiers a réuni plus de 2000 personnes. Une manifestation combative, réunissant entre autres des syndicalistes de Solidaires, les antifascistes du Capab particulièrement dynamiques ou les militants antisionistes de l'UJFP et de Génération Palestine. On peut regretter que les organisations politiques, à l'exception notable du NPA, n'aient pas cru utile de mobiliser leurs militantEs pour cette initiative.
Cette journée de mobilisation du 22 mars n'était qu'un début. Les scores électoraux du Front national, leur probable progression pour les élections européennes, pourraient les propulser au premier rang des partis de France en nombre d'électeurs. Cela devrait faire réfléchir tous les antifascistes et tous les progressistes.
Les 5 et 6 avril, la racaille réactionnaire et néonazie qui s'était mobilisée il y a quelques semaines pour « le jour de la colère », veut à nouveau reprendre la rue, galvanisés sans doute par le recul de la gauche gouvernementale et la montée en puissance du F Haine. Il nous faut reprendre la rue ! L'occasion nous en est donné le 12 avril prochain. Le mouvement antifasciste et antiraciste, dans toutes ses sensibilités, se doit de mobiliser à cette occasion pour la réussite de cette initiative. Il n'y aura pas de raccourci : seul un mouvement large, qui prenne conscience de sa force et reprenne la rue, pourra, enfin, s'opposer au F Haine et ses satellites.
Le 22 Mars n'était qu'un début. Partout développons les mobilisations !
Alain Pojolat

NUCLÉAIRE

En sortir, vraiment !

Mardi 18 mars, une soixantaine de militantEs de Greenpeace ont pénétré dans l'enceinte de la centrale de Fessenheim…

Les militantEs de quatorze nationalités différentes ont forcé la première clôture d'enceinte à l'aide d'un camion, et utilisé une échelle comme passerelle pour franchir les autres enceintes. Ils ont ensuite réussi à déployer une banderole sur le dôme de protection d'un des deux réacteurs de la centrale, proclamant *« Stop risking Europe »* (*« arrêtez de faire courir des risques à l'Europe »*). Trois militants ont été blessés au cours de l'évacuation tandis que les activistes étaient placés en garde à vue. Il y a un an, Greenpeace avait déjà mené une action à Fessenheim en projetant un message vidéo sur la façade de l'un des réacteurs, tandis que les 29 militantEs de l'ONG qui s'étaient introduits en juillet 2013 sur le site du Tricastin (Drôme) ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis.

Des actions spectaculaires… au service de quoi ?

Ces actions populaires et efficaces mettent à juste titre l'accent sur la sûreté des installations nucléaires françaises, pas plus à l'abri d'une intrusion que d'un accident de type Fukushima ou Tchernobyl. Toutefois, en ne réclamant que la fermeture de 5 centrales et en mettant l'accent sur le prolongement à 40 ans de réacteurs en principe prévus pour 30 ans, Greenpeace s'aligne sur EdF, EÉLV, ou les partisans de scénarios de sortie du nucléaire sur plus de 25 ans… C'est ce que confirme le porte-parole de l'organisation Cyrille Cormier : *« Fessenheim est un symbole de ces centrales, elle a 37 ans. Nous voulons que l'exploitation des réacteurs n'aille pas au-delà de 40 ans… »*.
Comme la très grande majorité des groupes locaux antinucléaires, ainsi que le réseau Sortir du Nucléaire, nous réclamons la fermeture immédiate des réacteurs de plus de trente ans (soit actuellement 28 sur 58) et un arrêt définitif du nucléaire civil et militaire dans un délai n'excédant pas dix ans.
CorrespondantEs commission nationale écologie

PSA

Gallois, le « choc de compétitivité »

Hollande et le président chinois Xi Jinping ont signé le 26 mars 2014 l'accord qui va consacrer l'arrivée de l'État français et de Dongfeng dans le capital de PSA…

Alors que la mondialisation de l'économie et le pouvoir des multinationales s'amplifient, les États constituent encore l'assurance tout risque des plus grandes firmes comme des banques. Ce n'est pas nouveau : le sauvetage de General Motors aux États-Unis avait aussi mobilisé Obama et nécessité des milliards de dollars.
Du côté de la droite et du Medef, c'est silence radio, ils sont trop contents aujourd'hui que le gouvernement sauve la mise de la famille Peugeot. Pour eux, la propriété privée est à défendre lorsqu'elle rapporte des profits aux actionnaires, les pouvoirs publics étant là pour socialiser les pertes, c'est-à-dire les faire rembourser par les impôts de la population. La référence General Motors, vantée entre autres par Montebourg, c'est la *« nationalisation temporaire »*. Aux pouvoirs publics de restructurer à coups de suppressions d'emplois et de fermetures d'usines pour transmettre une entreprise rentable à des actionnaires privés.

Des profits grands comme ça… DR

Le gouvernement en première ligne

Cette tâche est confiée à Louis Gallois. Il a été en 2012 auteur du rapport commandé par Hollande sur le choc de compétitivité. Baisser le coût du travail en exonérant le patronat de 30 milliards d'euros de cotisations, ce fut une première contribution à l'actuel Pacte de responsabilité. Le parcours de Louis Gallois est différent de celui des rentiers de la famille Peugeot, mais la politique qu'il défend et qu'il a déjà mise en œuvre est celle de la soumission aux impératifs de la compétitivité capitaliste. Dans l'univers automobile européen en crise, cela implique encore davantage de restructurations.
Le gouvernement se retrouve aujourd'hui actionnaire de PSA et de Renault, à hauteur dans les deux cas d'environ 15 %. Il soutient et vote pour Ghosn, Gallois ou Tavares. Le gouvernement est maintenant en première ligne : pas d'intermédiaire, les salariés de l'automobile savent maintenant qui sont les responsables et contre qui ils vont devoir se mobiliser tous ensemble !
Jean-Claude Vessillier

dont l'aérodynamisme n'a d'égal que le charme. » Sans parler de : *« Ah, elle a beaucoup de charme Valentina, un petit peu comme Monica Bellucci. Peut-être un peu moins de poitrine, mais bon… »*. Voilà ce que nous avons pu entendre tout au long des épreuves de patinage artistique, sans que la direction de France Télévisions et en particulier son directeur des sports, Daniel Bilalian, ne réagisse.
Pire, ce dernier, ne trouve rien à redire à ces propos : *« Les journalistes ont commenté avec de l'enthousiasme, peut-être parfois de l'excès d'enthousiasme, de superlatifs ? Et alors, est-ce qu'on peut leur en faire le reproche ? »*
Les commentateurs sportifs ne sont pas les seuls à la télévision à se « lâcher » : Thierry Ardisson dans « Salut les terriens ! » a expliqué récemment très sérieusement qu'*« une femme qui présente une émission de rugby, c'est comme un homme qui met de la crème hydratante »*. Lors d'émissions de téléréalités, le sexisme et les stéréotypes font également rage sur France Télévisions comme sur toutes les chaînes de la TNT. Dans l'émission « Qui sera le grand pâtissier ? », on a entendu par exemple que les femmes auraient des compétences particulières pour réaliser des gâteaux. Ce genre d'inepties fige dans le marbre les stéréotypes et les préjugés, qui sont à la racine des inégalités. Mais la pire des émissions sexistes de ces dernières années est sans aucun doute « Le Bachelor », où un homme (beau et riche) doit faire son « choix » entre 25 jeunes femmes mises constamment en concurrence !

Où sont les femmes ?

Au-delà des propos sexistes, c'est la place des femmes à la télévision qui pose problème. Selon le collectif Prenons la Une, les femmes *« ne représentent que 18 % des experts invités. Les autres femmes interviewées sont trop souvent présentées comme de simples témoins ou victimes, sans leur nom de famille ni leur profession »*. Ne parlons même pas des débats politiques, économiques, aux plateaux exclusivement masculins !
Le CSA a publié deux rapports édifiants, indiquant que la part des femmes intervenant dans les éditions d'information analysées est inférieure à 20 % (contre un peu de plus de 80 % pour les hommes) quel que soit le type de média (chaînes généralistes, chaînes d'information). Même chose pour les émissions dites de plateau : *« dans l'ensemble des émissions analysées, le temps de parole des femmes (quel que soit leur rôle à l'antenne) ne représente que 30 % du temps de parole total »*.
La télévision véhicule stéréotypes et propos sexistes. Faut que ça cesse, c'est urgent !
Sandra Demarcq

En plus ils en sont fiers ! DR

Les comités en action !

Évry (91) En conclusion d'une campagne dynamique. Le lundi 17 mars nous étions environ 80 avec Olivier Besancenot. La réunion publique a été à l'image de notre campagne. À travers les discussions pour rédiger profession de foi et tracts, pour diffuser ou coller, nous avons tissé avec nos camarades du PG des relations de confiance, et confronté nos idées sur de nombreux problèmes politiques concrets.

MILO

La participation à la campagne de militantEs engagés dans la vie locale a fait le caractère collectif qu'Olivier a développé en parlant de la nécessaire prise en main de ses affaires par la population. Auparavant, Francis Couvidat avait dénoncé les mots creux utilisés par les autres listes, les mensonges, de la liste Chouat-Valls. Même constat par Annick Jeannette Stiti, du PG, sur la condition des femmes. La municipalité, épinglée à ce sujet par la Cour des comptes, a un bilan désastreux en matière de crèches. Didier Brisbourg, du PG, a fait état du processus de discussions qui a fondé l'accord permettant la liste.
Pour finir, Olivier a souligné le fait que notre campagne commune allait trouver son prolongement dans le combat plus large contre l'austérité et pour changer la société, et à court terme la manifestation du 12 avril. Un bon meeting pour conclure une campagne active.

Saint-Ouen (93) Réunion de fin de campagne avec Alain Krivine. Mercredi 19 mars, devant un public d'une soixantaine de personnes, Alain Krivine a introduit le débat en expliquant pourquoi les révolutionnaires participent aux élections, poursuivant par l'analyse la situation actuelle et ses contradictions. Élodie Lecoq, tête de liste, a pris le relais en exposant le contexte des élections sur la ville et les axes de campagne avancés par le NPA. Dans un mécontentement croissant contre la mairie FdG qui expulse les Roms et applique le tout sécuritaire, l'enjeu pour le NPA était donc de se présenter comme une alternative de classe, vraiment à gauche, à la gestion FdG, une liste engagée du côté des luttes des travailleurs.
L'effort du comité NPA de Saint-Ouen pour constituer cette liste a été salué et des acteurs des principales mobilisations locales ont répondu présent : les jeunes travailleurs du foyer CARA, des ouvriers de PSA, du personnel du lycée Marcel-Cachin, ainsi que des collectifs anti-impérialistes. Et comme les luttes ne s'arrêtent pas aux frontières de la ville, cette réunion publique a également été l'occasion de remplir la caisse de grève des postiers du 92 et de vendre les « madeleines sans patrons » des « Jeannette » de Caen. Bref, une belle fin de campagne qui appelle à des suites sur le terrain des luttes !

Qui sommes-nous ?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique.
Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.
Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail.
Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse : récession économique, chômage, pauvreté, famine… La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développent les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annoncent de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.
Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21e siècle.
Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.
Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société.
Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que *« l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »*.
Pour nous rejoindre, contactez-nous : ecrire@npa2009.org

En campagne

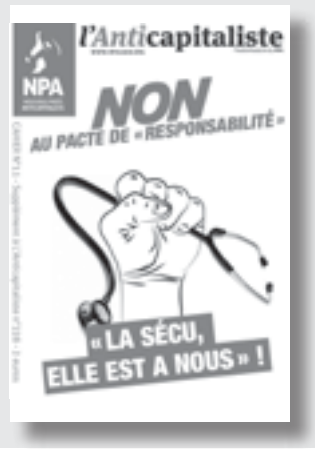
« La Sécu, elle est à nous ! »

Le NPA sort une nouvelle brochure : connaître pour mieux combattre le Pacte de responsabilité dont le gouvernement va présenter dans quelques jours le contenu précis. Un plan d'austérité sans précédent.

C'est d'abord et avant tout un pas décisif dans la liquidation de la Sécurité sociale, telle qu'elle fut imposée dans un contexte très favorable au mouvement ouvrier en 1945. Cet enjeu est très largement absent du débat politique et social qui se concentre sur les « contreparties » à obtenir à l'acceptation de cette contre-réforme.
L'offensive patronale et gouvernementale s'appuie sur une perte de repères des salariéEs, résultat des abandons ou des hésitations qui se multiplient au sein du mouvement syndical et dans la gauche politique. Un paradoxe alors même que les seules grandes mobilisations sociales qui ont eu lieu en France depuis 30 ans – 1995, 2003, 2010 – ont porté sur la protection sociale.
Le but de la brochure que publie aujourd'hui le NPA est de contribuer à restaurer la compréhension, en termes de classe, de la Sécurité sociale, de redonner sens à cet acquis essentiel : mieux saisir pourquoi la Sécu est « à nous », pour mieux la défendre et l'étendre.

Étendre et généraliser

La création de la Sécurité sociale avait obligé le patronat à accepter, qu'en plus du salaire net payé directement à chaque salarié, il lui faudrait verser, de manière obligatoire, des cotisations sociales. La Sécurité sociale fut créée comme une institution autonome, gérée pour l'essentiel par des représentants élus des salariéEs. Instaurant le principe « chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins », la Sécu préfigure la société socialiste que nous voulons construire.
Après avoir rappelé les principes et le potentiel subversif du « salaire socialisé », la brochure précise les propositions du NPA pour étendre et généraliser la Sécurité sociale à de nouveaux domaines (la perte d'autonomie, le pré-salaire étudiant), pour y intégrer l'indemnisation du chômage, pour en faire une institution démocratique totalement indépendante du patronat et de l'État. Elle montre en quoi ces propositions s'inscrivent dans une stratégie de transition au socialisme. Elle engage enfin le débat avec d'autres forces politiques et syndicales : la CGT ou le PCF, qui proposent de remplacer partiellement les cotisations sociales par une « taxation des profits », ainsi que la « modulation » des cotisations, avec Bernard Friot dont les conceptions récentes méritent discussion, ou avec Lutte ouvrière.
Un outil indispensable à lire et à diffuser pour préparer les mobilisations.
J.C. Delavigne



La brochure *« La Sécu, elle est à nous » !* est disponible

Vous pouvez vous la procurez :

– Auprès des militantEs du NPA et à la **librairie La Brèche** à Paris au prix de deux euros.

– Par correspondance pour trois euros (port compris) à : **NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à : **diffusion.presse@npa2009.org**

Paris Fin de campagne dynamique. Le meeting de clôture de la campagne parisienne, avec des invités de différentes listes de la région, a rassemblé un peu moins de 300 personnes jeudi 20 mars. Il faisait suite à différents meetings d'arrondissement avec Olivier Besancenot, meetings qui ont réuni à chaque fois entre 60 et 100 participantEs. L'affluence était correcte si l'on prend en compte le fait que la campagne parisienne était totalement polarisée par les projets de NKM et Hidalgo, à vingt mille lieux des préoccupations des classes populaires : « embellissement de toutes les places de Paris », « Fashion week », « charte d'éthique »…
Nous avons présenté notre programme, notre positionnement par rapport à la mairie, les mobilisations contre le Pacte de responsabilité, dans le commerce, l'éducation et la jeunesse, ainsi que contre l'extrême droite et contre le racisme du 22 mars. Sont intervenus, en plus des militantEs de Paris, notre camarade postier et tête de liste à Nanterre (92) et la tête de liste de Saint-Ouen (93). Ce meeting a donc été, en plus d'un meeting électoral, l'occasion de débattre des mobilisations en cours, car, nous le savons bien, il vaut mieux compter sur les luttes que sur ces élections pour changer les choses ! Prochaine étape, la fête du NPA Paris le 3 mai.

MB

Chambéry (73) 180 personnes réunies pour clôturer la campagne ! Pour la liste « Tout changer, rien lâcher ! Place au peuple à Chambé ! » (NPA, PG, Ensemble, Alternatifs), le premier tour des municipales s'est achevé jeudi 20 mars avec un meeting qui a réuni 180 personnes, avec la participation d'Alain Krivine et de Jean-Jacques Boislaroussie. Les 10 intervenantEs ont permis de mettre en évidence la richesse d'une liste qui rassemble largement le mouvement social chambérien, des libertaires jusqu'à des militantEs du PCF en désaccord avec les orientations de leur direction.
Si les débuts de la campagne ont été rendus difficiles par la présence d'une liste PCF, qui se présentait comme la liste du Front de gauche et entretenait une confusion regrettable, notre liste est parvenue à créer une réelle dynamique, proposant une offre politique à la fois radicale et unitaire. L'écho que la liste a obtenu, les liens militants qu'elle a permis de créer, constituent d'ores et déjà un acquis majeur. Les bases stratégiques et programmatiques du travail d'opposition que le comité chambérien du NPA a mené au conseil municipal entre 2008 et 2014 sont devenues le patrimoine commun de l'ensemble de la gauche radicale.
À Chambéry, « l'opposition de gauche » n'est plus un simple slogan, mais une réalité politique et militante dont l'essor inquiète fortement le petit cercle de notables qui constitue la direction locale du PS et d'EÉLV.

Paris 18e La démocratie en catimini pour exclure les Sans-Voix. C'est par une porte dérobée, toute honte bue, sous les huées et slogans d'une centaine de membres de la liste des Sans-Voix que les candidatEs des listes officielles et leurs soutiens sont finalement entréEs dans la mairie du 18e à Paris pour la proclamation des résultats électoraux le soir du premier tour.
Car la liste des Sans-Voix avait décidé de se rendre à cette soirée ouverte normalement à touTEs les habitantEs du 18e pour y déposer les urnes tenues dans 4 endroits du quartier pour permettre aux résidentEs étrangerEs de s'exprimer. Mais les portes de la mairie se sont fermées comme l'étaient celles des bureaux de vote.
Il a fallu une heure pour que s'organise le dispositif policier permettant aux "ayant droit" de pénétrer dans la mairie par une porte dérobée rendant ainsi plus évidentes que jamais, en ce jour d'abstention record, la discrimination et l'absence de démocratie réelle et de représentativité des candidatEs officielLEs.
Comme nous l'a dit un assesseur d'un bureau de vote venu apporter son soutien aux Sans-Voix, il n'a pas reconnu son quartier dans la population venue voter.
Les Sans-Voix ont obtenu 702 voix dans les 4 bureaux de vote qu'ils et elles ont tenu de 11 h 30 à 18 h dans 4 endroits du quartier, ce qui, rapporté à 65 bureaux de vote officiels, représenterait 11 407 voix. À Château-Rouge il y avait la queue pour voter ! Mais le plus important c'est l'écho qu'a eu cette campagne : plus de 200 coordonnées ont été laissées pendant cette journée.
Nous sommes aussi fierEs d'avoir contribué à ce que la question du droit de vote et le reniement des promesses faites par le PS soient devenus des enjeux de la campagne au niveau national.
La liste des Sans-Voix va continuer. Dans l'immédiat elle appelle à voter à nouveau pour les Sans-Voix au second tour, retournera à Château-Rouge ce dimanche 30 mars et appelle les habitantEs du 18e à se rassembler devant la mairie à 20 h pour protester contre le fait que la mairie puisse être fermée à une partie significative de la population de notre quartier.

Autobiographie

Journal d'un révolutionnaire

de Gérald Bloncourt

Mémoire d'encrier, 2014, 17,10 euros.

L'auteur est haïtien, mais vit en France depuis 1946. Photographe, peintre, graveur, écrivain, poète et révolutionnaire, il retrace, dans ce livre passionnant, quelques un des moments de son parcours d'artiste et de rebelle.

Né à Bainet, un petit village haïtien, en 1926, Gérald est le frère cadet de Tony Bloncourt, un des jeunes résistants communistes fusillés par les nazis au Mont-Valérien en mars 1942. Peintre doué, il sera en 1944 un des fondateurs du Centre d'art de Port-au-Prince, ainsi que du premier noyau communiste haïtien, avec Jacques Stéphen Alexis – qui deviendra un très grand écrivain, avant de tomber victime des sbires du dictateur Duvalier (1961) – René Depestre et d'autres jeunes.

Leur publication, un petit journal dirigé vers la jeunesse, *la Ruche*, va imprimer, fin 1945, le discours d'André Breton lors de son arrivée en Haïti, et quelques autres textes contre la dictature du Président Lescot. Le bulletin est jugé incendiaire et subversif par le pouvoir et ses éditeurs mis sous les verrous. C'était sans compter sur la capacité de résistance des jeunes abeilles de *la Ruche*, qui organisent, sous la direction de Jacques Stéphen Alexis, la riposte : grèves étudiantes, grèves ouvrières, manifestations, semi-insurrection. Ce sont les « Cinq (journées) Glorieuses » de janvier 1946, qui finiront par renverser le nommé Lescot.

Gérald Bloncourt est aux avant-postes des mobilisations, comme le témoignent diverses photos qui illustrent le livre. Deux fois arrêté par la police, deux fois évadé, il est infatigable dans l'agitation et l'organisation de la révolte. Hélas, une junte militaire s'empare du pouvoir, et Bloncourt, jugé dangereux et « fauteur de troubles », est expulsé manu militari vers la France.

Passer le flambeau

Arrivé à Paris en mai 1946, il s'empresse de visiter le siège du Parti communiste français, muni d'une lettre solennelle des communistes haïtiens, sollicitant l'aide de leur parti frère. Le « responsable » qui le reçoit dans son bureau, après avoir lu et relu la lettre, le renvoie avec cette déclaration sèche : *« On vous contactera. Salut, camarade »*. Ce fut tout, au grand désespoir du jeune militant qui ne comprend pas cette totale absence de fraternité : *« ce ne sont pas des méthodes communistes »*. Il se demande si cette froideur est due à sa rencontre avec le « trotskyste » André Breton ou son amitié avec le « trotskyste » Edouard Glissant…

Le contraste est vif avec la rencontre, quelques mois plus tard, de Hô Chi Minh, de passage à Paris, qui connaissait sa famille (son oncle l'avait caché lors d'un moment difficile dans les années 1930). Le révolutionnaire indochinois le reçoit chaleureusement, rend hommage au peuple haïtien et à ses écrivains, comme Jacques Roumain et René Depestre, et prie le jeune militant d'aider à la cause du peuple vietnamien en luttant en France pour imposer la paix. *« Quel immense bonhomme ! Lui, au moins, c'est un communiste ! »*

Aujourd'hui, âgé de 87 ans, après une brillante carrière de photographe (voir son livre *Le regard engagé, parcours d'un franc-tireur de l'image*, 2004) Gérald Bloncourt, qui ne cache pas sa sympathie pour un certain jeune postier révolutionnaire, dédie son livre aux jeunes générations : *« À vous de reprendre le flambeau »*…

Michael Löwy

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Télévision

Apocalypse. La Première Guerre mondiale.

De Isabelle Clarke et Daniel Costelle. Commentaire par Mathieu Kassovitz. 5 épisodes sur France 2 les mardis à 20 h 45. À revoir sur www.pluzz.francetv.fr

Le 18 mars, France 2 a diffusé les deux premiers épisodes, très intéressants, d'une série de cinq. Les réalisateurs, forts de l'énorme succès de leur série sur la Seconde Guerre mondiale, ont bénéficié de grands moyens pour retrouver et visionner 500 heures de films avant d'en « restaurer » une partie. Le choix de coloriser et de sonoriser les films est réussi. Le procédé permet de rendre les personnes et l'horreur qu'elles ont vécue plus proches, et les événements plus accessibles et plus compréhensibles.

Les quelques remarques comme celles sur le *« roi indomptable »* de la Belgique ou la maladie du fils du Tsar sont heureusement relativement rares dans un documentaire qui ne glorifie ni la guerre ni les responsables politiques. Au contraire, nous avons droit aux inquiétudes de Jaurès sur les *« patrons de l'industrie* (français) *qui parlent sans retenue de la guerre qui leur débarrasseraient des revendications ouvrières »*, ainsi que sa fameuse phrase sur *« votre société violente et chaotique, qui même quand elle veut la paix, porte en elle la guerre comme la nuée porte l'orage »*.

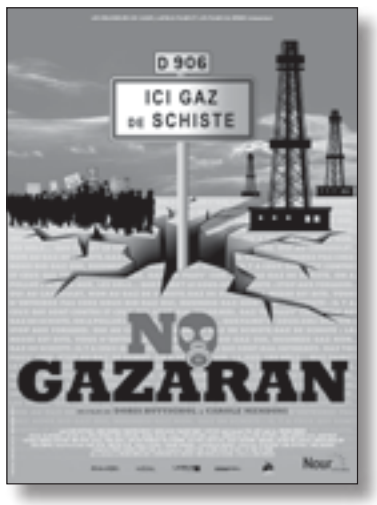
Après les cartes animées, où on nous présente la lutte pour la domination de l'Afrique et le Moyen-Orient comme élément clé dans le déclenchement et le déroulement de la guerre ou les images saisissantes d'Africains enrégimentés à coups de fouet par les colons français, on espère que la suite sera aussi riche.

Ross Harrold

Cinéma

No gazaran de Doris Buttignol et Carole Menduni

Sortie le mercredi 2 avril.



Ce film documentaire a pour objectif d'informer les spectateurs sur la problématique de l'exploitation des gaz de schiste. Les lecteurs de *l'Anticapitaliste* connaissent les dangers de cette technique actuellement mise en œuvre au USA et au Canada, la fracturation hydraulique, pour exploiter cette ressource.

En plus de déstabiliser les couches sédimentaires profondes favorisant les séismes et la grande consommation d'eau, c'est la pollution des nappes phréatiques qui constitue le principal « crime ». Les produits chimiques injectés dans les roches sous haute pression (divers composés aromatiques comme le benzène et autre phénols, chromates), tous cancérogènes, se retrouvent par la suite dans les sources et dans les stations de pompage qui alimentent les réseaux d'eau (non) potable. Sur ce point, le film présente quelques images « cocasses » au Canada et aux États-Unis. Par ailleurs, alors que le réchauffement climatique, dû à l'activité humaine, est accepté par la communauté scientifique, les multinationales gazières et pétrolières poursuivent la course mortifère aux hydrocarbures à fort effet de serre.

C'est à la rencontre des mobilisations citoyennes dans les Cévennes et en Brie que les cinéastes nous convient. Scandalisés par l'absence totale de démocratie dans l'octroi par l'administration de permis d'exploration, sans consultation des populations locales, les mobilisations spontanées du monde paysan, des habitants, des élus locaux (poussés sans doute par leurs bases électorales), ont permis de mettre un point d'arrêt, pour l'instant, à l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste en France.

Cependant le danger est toujours présent, car si la fracturation hydraulique est légalement condamnée dans notre pays, l'imagination fertile des industriels, avec la complaisance de quelques milieux politiques, au niveau national et européen, essaient sous des vocables différents de faire avaliser la même potion empoisonnée.

C'est pour cela que la mobilisation se poursuit, et comme à Notre-Dame-des-Landes, les anticapitalistes doivent continuer à prendre place dans ce combat. L'écologie et le socialisme sont inséparables.

JPP

Courrier des lecteurs

Antoinette Fouque et le MLF

Dans *l'Anticapitaliste* n°232, vous présentez Antoinette Fouque comme *« l'une des membres fondatrices »* du Mouvement de libération des femmes. Vous reprenez là la légende, écrite par Antoinette Fouque, selon laquelle elle a « créé » le mouvement, ce qu'elle a voulu concrétiser en déposant en 79 le sigle MLF à l'Institut national de la propriété industrielle (!), interdisant ainsi aux autres courants de s'y référer.

Il n'y jamais eu de « décision » de créer un mouvement des femmes. Dans la foulée de mai 68, des femmes ont dit : « et nos droits ? Dans le mouvement de mai, nous n'avons pas été entendues, nous n'avons pas été reconnues ! » Des groupes femmes multiples et divers se sont mis en place (on était loin des associations loi 1901 !), des tas d'idées se sont échangées, ça partait dans tous les sens parfois, puis il y a eu des réunions de coordination, toujours vivantes, pas forcément calmes, des manifs… C'est ce qui est devenu le mouvement autonome des femmes.

Des courants sont apparus au fil des débats, et le courant « psych et po », devenu ensuite l'alliance des femmes, porteur d'idées très particulières (ce qui était son droit), était loin d'être majoritaire. C'est particulièrement choquant de voir un courant qui se disait non féministe s'approprier le sigle de ce mouvement féministe…

Un courrier de la Marche mondiale des femmes parle des aspects de secte qu'avait pris « psych et po » sous la houlette de la grande prêtresse Antoinette Fouque. La fille du peuple avait bien dérivé…

Nous le savons bien, si nous voulons comprendre, mieux vaut l'histoire que la légende.

Jeanine, militante féministe, collectif 20e/Tenon

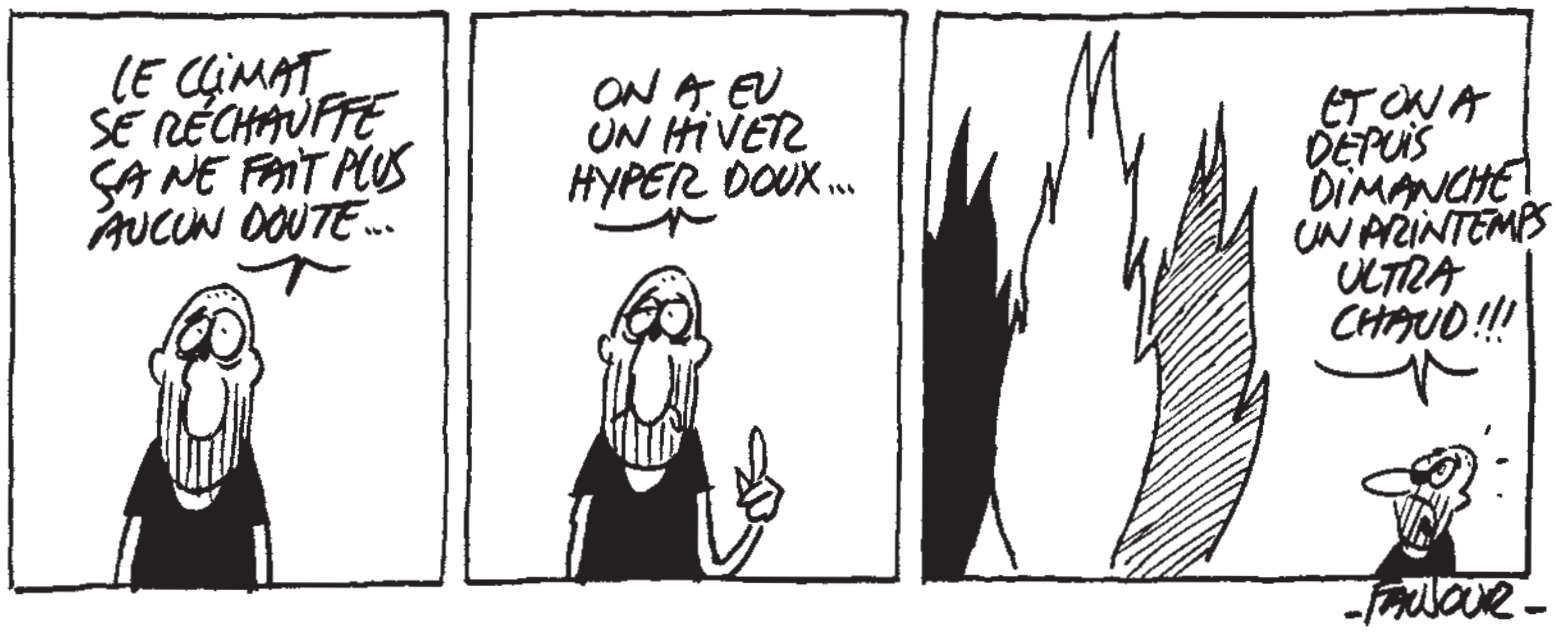
Expo

«Gustave Doré, l'imaginaire au pouvoir»

Au musée d'Orsay, Paris, jusqu'au 11 mai.

Doit-on voir en Doré (1832-1883) un précurseur des « trublions » soixante-huitards ? C'est ce que paraît suggérer le titre français donné à cette exposition très fournie, *« L'imaginaire au pouvoir »*, et non *« The power of imagination »* comme s'intitulera plus justement sa présentation cet été à Ottawa. Mais les œuvres parlent, révélant le conformisme d'un artiste veillant à montrer de quel côté il était de la barricade, depuis son « communisme en tableau » du 1er juin 1848 jusqu'à sa « Pétroleuse » de 1871, fusil en main et couteaux de boucher à la ceinture cachée par d'énormes mamelles. D'abord connu pour ses caricatures, il en étendit les ressorts, réalisme et hyperbole, à d'autres domaines qui l'imposèrent, l'illustration en premier lieu. On le voit rivaliser dans ses peintures avec les « pompiers », l'art sulpicien ou le romantisme germanique. Virtuose et prolixe, c'était néanmoins un artiste qui se cherchait.

Gilles Bounoure



Le 12 avril en marche

À gauche, Christophe Delecourt / DR. À droite, Jean-Baptiste Eyraud / Milo.

Entretien. *Au lendemain du premier tour des élections municipales, il est plus que jamais indispensable de construire une mobilisation autour du rejet de la politique d'un gouvernement aux ordres du Medef, et du refus de voir la droite et l'extrême droite prospérer sur le désarroi social et le pourrissement politique. C'est l'enjeu de la mobilisation du 12 avril.*
La construction d'une telle mobilisation ne va évidemment pas sans débat. C'est pourquoi nous donnons la parole à celles et ceux qui y sont engagées. Cette semaine, la parole est à Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole du Droit au logement (DAL), et Christophe Delecourt, membre du bureau de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT.

La marche du 12 avril est soutenue par des partis, des syndicats, des associations et des « personnalités ». Un tel rassemblement n'est pas si fréquent. Comment l'expliquer ?

Christophe Delecourt : Depuis plusieurs années, une crise systémique, aux multiples dimensions, sociale, économique, financière, environnementale mais aussi politique et idéologique se généralise, s'amplifie. Elle montre l'impasse dans laquelle le capitalisme mondialisé et financiarisé conduit l'humanité où, sous l'aiguillon d'un patronat, d'actionnaires, de marchés financiers, les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques qui ne cessent de nourrir la crise.

Après avoir ratifié le pacte budgétaire européen et accordé 20 milliards d'euros aux entreprises au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le pouvoir annonce la fin du financement de la politique familiale par les entreprises en mettant fin aux cotisations patronales, soit un nouveau cadeau de 30 milliards d'euros. De même, après avoir engagé 15 milliards d'euros d'économies budgétaires au titre de la loi de finances 2014, ce sont plus de 50 milliards d'euros de baisse de la dépense publique qui sont annoncés pour les années 2015-2017. Une véritable purge budgétaire qui frapperait toute l'action publique de l'État, des collectivités territoriales et de la Sécurité sociale.

La place du travail est plus que jamais au cœur de l'affrontement de classe quand les forces du capital tentent de s'accaparer une part toujours plus grande des richesses produites par le travail au détriment de sa rémunération et du financement d'une action publique indispensable à la satisfaction des besoins et des droits fondamentaux et à la mise en œuvre d'une logique de développement devant organiser une véritable transition écologique.

Nous sommes confrontés à un double défi : construire dans la durée les rapports de forces nécessaires pour imposer d'autres choix et des revendications et propositions alternatives aux politiques actuelles. À défaut, nous nous enfoncerons dans une crise mortifère qui ne cessera d'être instrumentalisée par la droite et l'extrême droite. C'est dans le sens de la marche, qui ne saurait rester sans lendemain, contre les politiques d'austérité et le Pacte de responsabilité, pour l'égalité et le partage des richesses.

Jean Baptiste Eyraud : Une grande déception et un sentiment d'abandon voire de trahison se sont répandus dans les classes populaires et celles fragilisées par la montée des inégalités et des multiples attaques contre la protection et les acquis sociaux.

Les forces progressistes attendaient des mesures de redistribution, un renforcement de la protection sociale, la relance de l'emploi, le respect des droits de l'homme notamment en faveur des migrants, des sans-abri, et le détricotage des réformes rétrogrades conduites par les gouvernements Raffarin et Fillon. Nous avons eu les renoncements, la répression des luttes de salariés, des zadistes, des mal-logés ou des sans-papiers, les expulsions de bidonvilles, et les choix de François Hollande en faveur des banques, du grand patronat et des spéculateurs, ceux qui produisent le chômage de masse, le logement cher, la désespérance sociale, et le vote FN. Nous avons eu les manifs de droite, les manifs de riches, et maintenant nous avons les manifs de fachos avec une légitimation médiatique et politique du FN qui est de retour dans les conseils municipaux

En ce qui concerne le logement, le gouvernement avait annoncé la réquisition des logements vacants, on l'attend toujours, une loi d'encadrement et donc de baisse des loyers, censurée par le Conseil constitutionnel car mal rédigée. Nous aurons quelques avancées pour les mal-logés et les locataires, mais nous aurons aussi la saisie directe des comptes bancaires par le Trésor public en cas d'impayé de loyer, en guise de « garantie universelle des loyers »… Nous attendions la réalisation annuelle de 150 000 logements sociaux et de 500 000 réhabilitations thermiques. En fait, les 30 milliards de l'épargne populaire pour les financer a été distribuée aux banques privées cet été en catimini, pour leur permettre de continuer à spéculer sur les marchés financier mondiaux.

Ce découragement a été aggravé par un cloisonnement des mouvements sociaux habilement entretenu par le gouvernement, par un silence médiatique sur les luttes en cours, et par un certain discrédit des organisations du mouvement social dans les couches populaires. Rassembler, reprendre l'initiative dans l'espace public, encourager la mobilisation et rétablir la confiance à l'égard du mouvement social sont donc nécessaires.

La rédaction de l'appel a suscité des débats. Quel est l'enjeu essentiel ?

Jean Baptiste Eyraud : C'est pour les raisons que je viens d'exposer que nous avons adhéré à cette proposition de lancer une marche à partir d'un appel de personnalités de différents horizons. Des débats vifs ont eu lieu autour de l'indépendance du mouvement social, vis-à-vis du politique. Cette question étant réglée, puisque aussi bien dans l'appel que dans l'organisation de la marche, l'indépendance des associations et des syndicats sera respectée. Il reste maintenant à convaincre les militants de faire campagne pour faire pièce à la droite et l'extrême droite dans la rue, et pour organiser un mouvement unitaire et puissant.

Christophe Delecourt : Il est logique qu'un tel rassemblement suscite des débats dès lors qu'il s'agit de se mettre d'accord sur un texte d'appel dans le respect des champs de compétence et de l'indépendance des différentes parties prenantes, d'identifier ce contre quoi nous nous battons ensemble et les alternatives sur lesquelles nous souhaitons et sommes en mesure de nous mobiliser ensemble.

Ce qui me paraît essentiel, c'est la démarche engagée entre associations, syndicats, partis politiques et « personnalités ». Chaque organisation peut créer les conditions d'une mobilisation massive, point de départ d'un cadre et d'un processus inscrit dans la durée tout en poursuivant un travail d'élargissement, de conviction d'autres organisations et « personnalités »» qui œuvrent à la construction d'une autre société de s'inscrire dans la démarche proposée. Ceci s'inscrit dans l'orientation votée lors du 50e congrès confédéral de la CGT d'œuvrer au rassemblement du mouvement syndical, de consolider les articulations nécessaires avec le monde associatif et les mouvements sociaux et de s'inscrire dans les processus de débat et d'action avec les acteurs politiques partageant nos valeurs.

Une idée traverse l'appel et les discussions : s'inscrire dans la durée. Quelles pistes concrètes ?

Christophe Delecourt : Je crois qu'il est indispensable que toutes les associations, les organisations syndicales, les partis politiques et « personnalités » qui auront organisé cette marche se revoient très vite pour élaborer des revendications et des propositions concrètes s'inscrivant dans la construction d'une dynamique pour une alternative sociale, démocratique, écologiste et féministe qui, de mon point de vue, portera aussi une dimension politique.

Il me semblerait important d'organiser sur l'ensemble du territoire des débats avec les salariés, les privés d'emploi, les retraités, les jeunes, les citoyens sur les contenus de ces alternatives, tout en continuant à construire des processus de mobilisation enracinés dans les entreprises, les administrations et la cité.

Jean Baptiste Eyraud : Ce mouvement peut s'inscrire dans la durée, mais à la condition que les calculs politiciens à court terme ne viennent pas freiner les mobilisations. Nous n'avons pas vocation à défiler pour sauver des postes électoraux ou diffuser des consignes de vote, sauf contre le FN bien sûr. C'est un des enseignements que nous devons tirer de la formidable mobilisation qui a eu lieu à Madrid samedi dernier. Pour réussir, cette initiative doit avoir pour objectif de gagner, des victoires dans les luttes, d'associer toutes les forces pour faire reculer les réformes rétrogrades et conquérir de nouveaux droits, pour redistribuer les richesses et faire reculer l'extrême droite.

Propos recueillis par Robert Pelletier

Vu ailleurs

MEDIAPART

736 490 EUROS.
Le projet d'encadrement des rémunérations des grands patrons tourne décidément à la farce. Alors que le candidat François Hollande avait promis, durant la campagne présidentielle, que des dispositions législatives imposeraient une modération des rémunérations de tous les PDG, ceux du public aussi bien que ceux du privé, le gouvernement n'a cessé de louvoyer et de multiplier les reculades.
D'abord, le gouvernement a renoncé à tout encadrement dans le privé, n'instaurant un plafond de rémunération annuelle de 450 000 euros que pour les grands patrons du public. Et voilà que l'on découvre aujourd'hui que le ministère des Finances, chargé de l'application de ces dispositions légales, ne veille même pas à leur respect, et qui plus est à La Poste, l'entreprise en charge du plus emblématique des services publics français. Ou alors le ministre a une interprétation plutôt laxiste de la loi.
Selon nos informations, le PDG du groupe La Poste, Philippe Wahl, a en effet perçu des rémunérations fixes et variables de 736 490 euros en 2013, soit très au-delà de ces 450 000 euros autorisés.
Le patron de l'entreprise publique a perçu cette année-là une rémunération presque équivalente à celle des oligarques du CAC 40 qui défraient périodiquement la chronique financière. S'il était intégré au hit-parade de ces rémunérations du CAC 40, Philippe Wahl se situerait entre Martin Bouygues, patron du groupe éponyme, qui a perçu pour 2012 une rémunération de 920 000 euros, et Jean-François Dubos, président du directoire de Vivendi, qui a reçu 594 000 euros. […]
Nommé président de La Poste le 26 octobre 2013, Philippe Wahl a perçu à ce titre une rémunération de 119 272 euros pour les trois derniers mois de l'année. Au prorata temporis, cette somme correspond donc au plafond des 450 000 euros fixé par le gouvernement. Mais si l'on additionne cette somme aux 617 218 euros effectivement perçus la même année par Philippe Wahl en qualité de président de La Banque postale, on arrive donc bel et bien à la somme globale que nous évoquions, à savoir 736 490 euros.

« Le patron de La Poste perçoit une rémunération digne du CAC 40 », Laurent Mauduit, 20 mars, *Mediapart*.

S'abonner à l'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA – www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
☐ 14 € par trimestre	☐ 25 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter
IBAN
BIC

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 28 €	☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Mensuel	☐ 6 mois 22 €	☐ 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 €	☐ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 €	☐ 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org